cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2022

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 31 mai					Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022	2021[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]	**2022**	2021[1]	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]
	$	$	%	%	$	**$**	$	%	%	$
Opérations										
Produits	**728 118**	624 308	16,6	15,2	9 056	**2 175 208**	1 877 769	15,8	16,4	(9 637)
BAIIA ajusté[3]	**347 614**	296 999	17,0	15,8	3 691	**1 045 988**	915 086	14,3	14,8	(4 751)
Marge du BAIIA ajusté[3]	**47,7 %**	47,6 %				**48,1 %**	48,7 %			
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[4]	**2 263**	1 225	84,7			**22 349**	4 770	—		
Bénéfice de la période	**105 406**	102 786	2,5			**341 927**	328 241	4,2		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**100 250**	95 702	4,8			**318 362**	305 317	4,3		
Flux de trésorerie										
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**353 001**	264 621	33,4			**921 145**	737 512	24,9		
Flux de trésorerie disponibles[3]	**104 795**	132 070	(20,7)	(20,3)	(458)	**389 906**	415 454	(6,1)	(5,7)	(1 699)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**197 345**	126 570	55,9			**501 066**	358 006	40,0		
Dépenses d'investissement nettes[1][3][5]	**182 181**	126 570	43,9	41,4	3 159	**465 404**	358 006	30,0	30,4	(1 558)
Intensité du capital[3]	**25,0 %**	20,3 %				**21,4 %**	19,1 %			
Situation financière[6]										
Trésorerie et équivalents de trésorerie						**377 710**	549 054	(31,2)		
Total de l'actif						**8 976 551**	7 351 692	22,1		
Endettement net[3][7]						**4 384 376**	2 954 188	48,4		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						**2 647 271**	2 415 144	9,6		
Données par action[8]										
Bénéfice par action										
De base	**2,17**	2,02	7,4			**6,87**	6,42	7,0		
Dilué	**2,16**	2,01	7,5			**6,81**	6,36	7,1		
Dividendes	**0,705**	0,64	10,2			**2,115**	1,92	10,2		

(1) Les chiffres comparatifs ont été retraités à la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022. De plus, la Société a également modifié l'appellation de son indicateur de rendement clé initialement intitulé « Acquisitions d'immobilisations corporelles » pour le renommer « Dépenses d'investissement nettes » à la suite de cette application. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables » du rapport de gestion.

(2) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,2399 $ CA pour 1 $ US et de 1,2771 $ CA pour 1 $ US, respectivement.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

(4) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout des coûts engagés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, et de leur intégration, qui est toujours en cours, ainsi que des coûts d'intégration liés à l'acquisition de DERYtelecom. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout des frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et des coûts liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et à son intégration.

(5) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, les dépenses d'investissement nettes se sont chiffrées à 179,0 millions $ et à 467,0 millions $, respectivement, selon un taux de change constant.

(6) Au 31 mai 2022 et au 31 août 2021.

(7) L'endettement net est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation.

(8) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

cogeco COMMUNICATIONS

RAPPORT DE GESTION

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2022

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, à la répartition du prix d'achat, aux taux d'imposition, au coût moyen pondéré du capital, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2022 » du rapport de gestion annuel 2021 et du présent rapport de gestion de la Société et « Projections financières pour l'exercice 2023 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement aggravées par l'instabilité géopolitique croissante résultant de la guerre en Ukraine et d'autres facteurs, une augmentation des délais de livraison, la rareté des intrants et la pénurie des jeux de puces, des semiconducteurs et du matériel clé de télécommunications, ainsi que la concurrence pour l'obtention de ressources), à la réglementation, à la technologie (y compris le risque lié à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique (y compris une hausse de l'inflation vers des sommets historiques qui exerce des pressions sur les produits en raison de la baisse des dépenses des consommateurs, et qui augmente les coûts), aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété, aux litiges et aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme la pandémie de COVID-19, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2021 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes annexes de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022 préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») et avec le rapport annuel de 2021 de la Société.

Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 13 juillet 2022, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle de 2021, sont disponibles sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

NOTRE STRATÉGIE POUR UNE CROISSANCE SOUTENUE

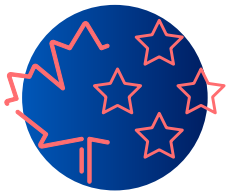
La mission de Cogeco de rassembler les gens grâce à des expériences de communication et de divertissement remarquables continue de favoriser une orientation et une discipline stratégiques fortes.

Dans un écosystème concurrentiel et évolutif, notre engagement envers l'excellence perdure comme en témoignent nos 65 ans d'histoire, de dévouement et de croissance. Tirant parti de notre plateforme de services à large bande nord-américaine unique, de nos réseaux fiables et résilients et de notre discipline financière, nous avons bâti notre stratégie autour de trois vecteurs de croissance clés :



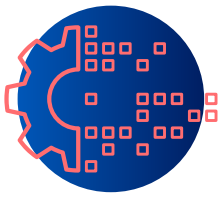
Croissance organique

Nous nous efforçons de nous distinguer de la concurrence et d'offrir un service de qualité supérieure en offrant une expérience client distinctive. Nous cherchons également à gagner dans nos marchés et à étendre notre réseau dans des zones adjacentes.



Acquisitions

En tant que consolidateur de câblodistributeurs régionaux ciblés, nous poursuivons notre recherche d'acquisitions stratégiques attrayantes, tant aux États-Unis qu'au Canada, où nous pouvons ajouter de la valeur grâce à notre expertise opérationnelle.



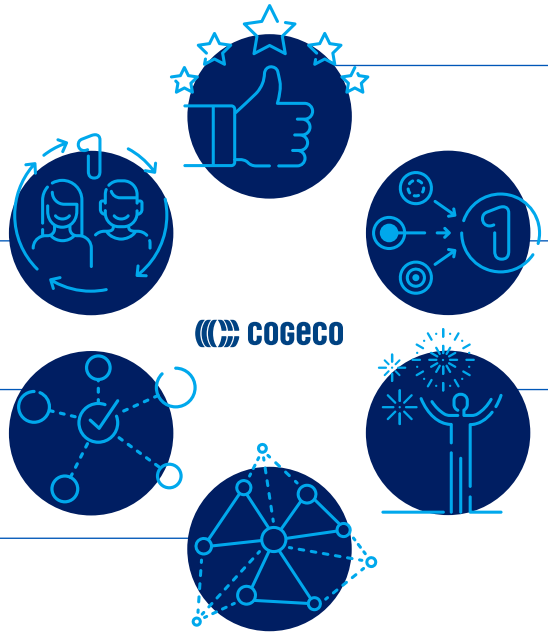
Innovation

Nous continuons d'améliorer nos produits et services au bénéfice de nos clients, alimentés en grande partie par l'accélération des initiatives numériques. Nous continuons aussi d'aller de l'avant avec notre plan d'entrer sur le marché canadien des services mobiles en suivant un modèle efficient en capital.

Une stratégie n'est qu'aussi solide que les fondations sur lesquelles elle s'appuie. Pour Cogeco, ces fondations comprennent une culture organisationnelle forte basée sur nos valeurs fondamentales et des pratiques ESG solides qui, à leur tour, sont systématiquement intégrées à nos activités pour refléter notre engagement envers un avenir plus durable et plus inclusif.

NOS PILIERS DE CROISSANCE

Conformément à notre vision d'être l'organisation qui procure la meilleure valeur durable à ses parties prenantes, qu'il s'agisse de nos clients, de nos communautés, de nos employés, de nos fournisseurs ou de nos actionnaires, nous nous concentrons sur six piliers de croissance stratégiques :



Expérience client

Offrir une expérience client distinctive en mettant l'accent sur les besoins de nos clients.

Rapport coût-efficacité

Optimiser l'efficacité opérationnelle et accroître les synergies.

Valeur de la marque

Bâtir une marque forte et socialement responsable.

Performance des réseaux

Construire des réseaux performants et résilients.

Expérience employé

Habiliter nos collègues à s'accomplir par l'entremise d'une expérience personnalisée, inclusive et engageante.

Expansion du marché

Accroître notre portée géographique et développer de nouveaux segments de marché.

Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les piliers de croissance définis ci-dessus. Pour plus de détails au sujet des grands points de ces plans stratégiques, se reporter au rapport annuel de 2021 de la Société, disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

La Société mesure sa performance financière à l'égard de ces objectifs en surveillant les produits, le BAIIA ajusté[1], les dépenses d'investissement nettes[1], l'intensité du capital[1] et les flux de trésorerie disponibles[1], sur la base d'un taux de change constant[1].

[1] Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Dans l'ensemble, les résultats financiers du troisième trimestre de l'exercice 2022 ont été conformes aux projections financières publiées le 13 avril 2022. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières pour l'exercice 2022 » ci-après.

PRODUITS

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 15,8 % (16,4 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 30,2 % (31,4 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande américains, qui découle principalement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021 et de la croissance interne des produits découlant de l'impact cumulatif des ajouts de clients du service Internet haute vitesse au cours de l'exercice précédent, d'une combinaison de produits à valeur plus élevée et des hausses tarifaires annuelles entrées en vigueur pour certains services; et
- une augmentation de 4,2 %, en fonction des produits présentés et selon un taux de change constant, au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable à l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, à l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, et aux produits internes stables.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

BAIIA AJUSTÉ(1)

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 14,3 % (14,8 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 31,3 % (32,6 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et de la marge plus élevée découlant de la croissance interne des produits, facteurs contrebalancés en partie par les coûts engagés relativement au repositionnement de marque d'Atlantic Broadband, qui est devenue Breezeline, ainsi que par l'augmentation globale des frais de marketing et de publicité, qui ont été exceptionnellement bas pour l'exercice précédent en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19; et
- une augmentation de 2,1 % (2,1 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement de l'acquisition de DERYtelecom; facteurs contrebalancés en partie par
- une hausse des charges corporatives, principalement en raison des coûts engagés et des initiatives mises en œuvre afin de soutenir la croissance et les stratégies futures de la Société.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT NETTES(1) ET INTENSITÉ DU CAPITAL(1)

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 30,0 % (30,4 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens découlant de l'accélération des activités de construction liées à l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral; et
- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains liées à l'acquisition en Ohio, à l'expansion géographique du réseau, à l'accélération des achats d'équipement chez l'abonné et de matériel de réseau dans le but d'éviter les pénuries liées à la chaîne d'approvisionnement dans plusieurs secteurs, et au calendrier de certaines initiatives.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le ratio d'intensité du capital a atteint 21,4 %, contre 19,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des dépenses d'investissement, contrebalancée en partie par la croissance des produits dans les secteurs des Services à large bande américains et canadiens.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES(1)

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 6,1 % (5,7 % selon un taux de change constant), comme prévu, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement;
- la hausse des charges financières; et
- l'augmentation des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, découlant principalement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

---

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.2 PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR LES EXERCICES 2022 ET 2023

La rubrique qui suit comprend des énoncés prospectifs concernant les perspectives financières de Cogeco Communications. Pour une description des facteurs de risque qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement des prévisions de Cogeco Communications, veuillez consulter la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du présent rapport de gestion et du rapport de gestion annuel 2021 de la Société.

PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2022

Cogeco Communications maintient ses projections financières pour l'exercice 2022, publiées le 13 avril 2022.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, Cogeco Communications prévoit que pour l'exercice 2022 la croissance des produits se situera entre 15 % et 17 %, et celle du BAIIA ajusté, entre 14 % et 16 %, principalement en raison de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et de la croissance interne des produits au sein des secteurs des Services à large bande américains et canadiens.

Selon les projections, les dépenses d'investissement nettes se situeront entre 720 millions $ et 750 millions $, ce qui comprend les dépenses liées à l'intégration des systèmes de câblodistribution en Ohio, ainsi que les dépenses liées aux projets d'expansion du réseau axés sur la croissance se chiffrant environ entre 180 millions $ et 200 millions $, ce qui se traduira par un ratio d'intensité du capital d'environ 25 %, ou 19 % en excluant les projets d'expansion du réseau. Les flux de trésorerie disponibles devraient diminuer de 13 % à 23 % par rapport à l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation du ratio d'intensité du capital attribuable aux projets d'expansion du réseau. Compte non tenu des projets d'expansion du réseau pour l'exercice 2022, la croissance des flux de trésorerie disponibles par rapport à l'exercice précédent devrait autrement se situer entre 16 % et 26 % sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée.

Les projections financières excluent l'incidence d'autres éventuelles acquisitions d'entreprises et ne tiennent pas compte de l'incidence possible du processus de révision des redevances à payer pour la retransmission de signaux de télévision éloignés en cours devant la Commission du droit d'auteur. La définition de l'intensité du capital et des flux de trésorerie disponibles ne tient pas compte de l'acquisition de licences de spectre (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS »). Les projections tiennent compte de l'expérience opérationnelle acquise durant la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, mais excluent les possibles répercussions significatives inattendues de celle-ci.

Le tableau suivant présente les projections financières sur une base consolidée pour l'exercice 2022.

	13 avril 2022 **Projections** **Exercice 2022 (selon un taux de change constant[2][5])**
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**
Projections financières	
Produits	**Augmentation de 15 % à 17 %[1]**
BAIIA ajusté[5]	**Augmentation de 14 % à 16 %[1]**
Dépenses d'investissement nettes[5][6]	**720 $ à 750 $**
Intensité du capital[5]	**Environ 25 %**
Flux de trésorerie disponibles[5]	**Diminution de 13 % à 23 %[3][4]**

(1) L'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio devrait avoir une incidence positive d'environ 11,5 % sur les produits consolidés et de 11 % sur le BAIIA ajusté consolidé de l'exercice 2022.

(2) Les projections financières pour l'exercice 2022 sont fondées sur un taux de change constant de 1,2691 $ CA pour 1 $ US.

(3) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 11 %.

(4) Comprend des coûts d'acquisition et d'intégration d'environ 30 millions $ liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.

(5) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

(6) À la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la Société a modifié l'appellation de son indicateur de rendement clé initialement intitulé « Acquisitions d'immobilisations corporelles » pour le renommer « Dépenses d'investissement nettes ».

PROJECTIONS FINANCIÈRES POUR L'EXERCICE 2023

La Société présente ses projections financières pour l'exercice 2023 sur la base d'un taux de change constant et estime que cette présentation permet une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change. Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Les projections financières excluent l'incidence d'autres éventuelles acquisitions d'entreprises et ne tiennent pas compte des ajustements inhabituels qui pourraient découler de modifications du cadre réglementaire ou d'éléments non récurrents imprévisibles.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, Cogeco Communications prévoit que la croissance des produits se situera entre 2 % et 4 % pour l'exercice 2023, principalement en raison de la croissance interne au sein du secteur des Services à large bande américains attribuable à la stratégie axée sur Internet, de la croissance du nombre d'abonnés dans le secteur commercial et, dans une moindre mesure, d'une croissance découlant du programme d'expansion du réseau. Dans le secteur des Services à large bande canadiens, la croissance des produits devrait provenir principalement de la demande relative au service Internet résidentiel, ainsi que de la hausse du nombre d'abonnés attribuable à l'expansion du réseau au Québec et en Ontario. La croissance des produits dans les deux secteurs reflète également l'impact d'un environnement inflationniste élevé.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, la croissance du BAIIA ajusté pour l'exercice 2023 devrait se situer entre 1,5 % et 3,5 %, principalement en raison de la croissance des produits supérieure à la croissance des charges d'exploitation dans les secteurs des Services à large bande américains et canadiens, facteur contrebalancé en partie par la hausse des coûts engagés, reflétant également une inflation plus élevée, et les initiatives mises en œuvre afin de soutenir la croissance et les stratégies futures de la Société.

Les dépenses d'investissement nettes devraient se situer entre 750 millions $ et 800 millions $, ce qui comprend les dépenses liées aux projets d'expansion du réseau axés sur la croissance se chiffrant environ entre 180 millions $ et 230 millions $, ce qui se traduira par un ratio d'intensité du capital d'environ 26 %, ou 19 % en excluant les projets d'expansion du réseau. Le ratio d'intensité du capital devrait être plus élevé que la normale dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison des projets gouvernementaux d'expansion du réseau qui augmenteront la zone de couverture de la Société dans les provinces du Québec et de l'Ontario. Le ratio d'intensité du capital du secteur des Services à large bande américains devrait également être plus élevé que la normale principalement en raison des projets d'expansion du réseau qui augmenteront la zone de couverture de la Société dans plusieurs régions adjacentes à son réseau et de l'achèvement de l'intégration en Ohio.

Sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée, la diminution des flux de trésorerie disponibles devrait se situer entre 2 % et 12 %, essentiellement en raison de la croissance du BAIIA ajusté, qui sera plus que contrebalancée par l'augmentation du ratio d'intensité du capital et par l'augmentation des charges financières attribuable à la hausse prévue des taux d'intérêt, facteur contrebalancé en partie par la baisse des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition. Compte non tenu des projets d'expansion du réseau pour l'exercice 2023, la variation des flux de trésorerie disponibles devrait autrement se situer dans un intervalle allant d'une diminution de 5 % à une augmentation de 5 %, sur la base d'un taux de change constant et sur une base consolidée.

Le tableau qui suit présente les projections financières consolidées de la Société pour l'exercice 2023.

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	**Projections[1]** **Exercice 2023 (selon un taux de change constant[2][4])**
Projections financières	
Produits	**Augmentation de 2 % à 4 %**
BAIIA ajusté[4]	**Augmentation de 1,5 % à 3,5 %**
Dépenses d'investissement nettes[4]	**750 $ à 800 $**
Intensité du capital[4]	**Environ 26 %**
Flux de trésorerie disponibles[4]	**Diminution de 2 % à 12 %[3]**

(1) Les projections financières pour l'exercice 2023 qui sont présentées en pourcentage reflètent les augmentations par rapport aux projections pour l'exercice 2022.

(2) Les projections financières pour l'exercice 2023 sont fondées sur un taux de change constant de 1,2700 $ CA pour 1 $ US.

(3) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 11 %.

(4) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

2.3 CONTEXTE OPÉRATIONNEL

Bien que les effets de la pandémie de COVID-19 sur la Société se stabilisent de façon générale, notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Nous avons mené nos activités de façon normale au cours des derniers trimestres et nous resterons vigilants dans le cas où la situation devait changer à l'avenir.

Plus récemment, l'instabilité économique et politique mondiale a entraîné une hausse de l'inflation, ainsi qu'une pénurie accrue et des délais de livraison plus longs pour certains produits achetés. Nous nous efforçons d'en atténuer de façon proactive les répercussions sur la Société, mais nous prévoyons que la combinaison de ces éléments exercera une pression sur les produits, car certains clients chercheront des moyens de réduire leurs dépenses mensuelles, ainsi que sur les coûts liés à la prestation de nos services.

Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Se reporter à la rubrique « Énoncés de nature prospective ».

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE

Atlantic Broadband change de nom pour devenir Breezeline

Le 10 janvier 2022, le secteur des Services à large bande américains a annoncé un repositionnement de marque complet, qui comprend l'adoption d'un nouveau nom commercial, soit Breezeline (anciennement « Atlantic Broadband »). Ce changement de nom reflète l'engagement du secteur envers une expérience client facile et conviviale et représente mieux la portée géographique du secteur et la gamme complète de ses produits. En outre, dans le cadre de son intégration, Breezeline a également repositionné, avec prise d'effet le 9 mai 2022, la marque de ses systèmes à large bande récemment acquis à Cleveland et à Columbus, en Ohio, qui étaient exploités sous le nom de WOW! depuis septembre dernier.

Modification de la facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ pour la transformer en structure de prêt lié au développement durable

Le 17 décembre 2021, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ et en a prorogé l'échéance, soit jusqu'au 24 janvier 2027. Dans le cadre de ces modifications, Cogeco Communications a transformé sa facilité de crédit rotatif en une structure de prêt lié au développement durable, soulignant ainsi son solide leadership et son engagement profond en matière de durabilité et d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le même jour, Cogeco, sa société mère, a également annoncé la modification et la prorogation de l'échéance de sa facilité de crédit rotatif. Les facilités de crédit rotatif de Cogeco et de Cogeco Communications constituent les premiers prêts syndiqués liés au développement durable au Canada dans les secteurs des télécommunications et des médias.

Les facilités de prêt lié au développement durable intègrent des conditions tarifaires incitatives liées aux facteurs ESG qui réduisent ou augmentent le coût du financement en fonction de la performance annuelle par rapport à certaines cibles précises de Cogeco liées à la réduction annuelle de ses émissions de GES et à ses initiatives d'inclusion numérique par le déploiement de réseaux Internet haute vitesse dans des régions mal desservies ou non desservies du Canada sur une période de trois ans. De plus, Cogeco et Cogeco Communications consacreront toutes les économies réalisées grâce au prêt lié au développement durable à des initiatives internes en matière de durabilité.

Acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio

Le 1er septembre 2021, Breezeline (anciennement « Atlantic Broadband ») a conclu l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest, Inc. (« WOW! ») en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio ») pour un prix d'achat de 1,418 milliard $ (1,125 milliard $ US), sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. Au cours du premier trimestre, la répartition du prix d'achat a été établie sur une base préliminaire, et sera finalisée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022. La transaction a été conclue au moyen d'une convention d'achat d'actifs. Avec la clôture de cette transaction, Breezeline élargit ses activités en Ohio et accroît considérablement sa clientèle. À la date d'acquisition, les systèmes de câblodistribution acquis en Ohio couvraient environ 689 000 foyers et entreprises de Cleveland et de Columbus et desservaient 196 338 clients des services Internet, 54 598 clients des services de vidéo et 33 604 clients des services de téléphonie. Cette acquisition est hautement stratégique pour Cogeco Communications puisqu'elle est complémentaire à sa zone de couverture actuelle aux États-Unis et qu'elle permet de tirer parti de sa plateforme existante.

Le prix d'achat et les coûts de transaction ont été financés par l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US, lequel arrivera à échéance en septembre 2028, et par les fonds en caisse excédentaires.

Breezeline a aussi conclu un accord de services de transition avec WOW! afin d'assurer une période de transition harmonieuse et de lui permettre de procéder à des mises à niveau additionnelles du réseau et de lancer ses produits et services, dont une plateforme IPTV de pointe.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2022 pour plus de détails sur l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, y compris la répartition préliminaire du prix d'achat.

Émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $

Le 20 septembre 2021, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ portant intérêt à 2,991 % et arrivant à échéance en septembre 2031. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au financement de l'acquisition de licences de spectre, au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise. Les billets garantis de premier rang sont des titres de créance directs et non subordonnés garantis de Cogeco Communications et sont de rang égal par rapport à toutes les autres créances de premier rang garanties de Cogeco Communications.

Versement final relatif aux licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

À la suite des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz tenues par Innovation, Sciences et Développement économique (« ISDE ») Canada, qui se sont terminées le 23 juillet 2021, Cogeco Connexion a acquis 38 licences de spectre, pour un prix d'achat total de 295 millions $. Conformément aux modalités des enchères relatives au spectre, le premier dépôt de la Société d'un montant de 59 millions $, qui représente 20 % du prix d'achat total, a été versé à ISDE Canada le 13 août 2021. Le 16 décembre 2021, la Société a effectué le versement final de 236 millions $. La lettre de crédit non garantie de 150 millions $ qui a été soumise dans le cadre de cette transaction a été annulée le 20 décembre 2021 à la suite du versement final.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS CONSOLIDÉS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

				Trimestres clos les 31 mai	
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**728 118**	624 308	16,6	15,2	9 056
Charges d'exploitation	**374 930**	321 457	16,6	15,0	5 365
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**5 574**	5 852	(4,8)	(4,8)	—
BAIIA ajusté[3]	**347 614**	296 999	17,0	15,8	3 691
Marge du BAIIA ajusté[3]	**47,7 %**	47,6 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**2 175 208**	1 877 769	15,8	16,4	(9 637)
Charges d'exploitation	**1 112 495**	945 126	17,7	18,2	(4 886)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**16 725**	17 557	(4,7)	(4,7)	—
BAIIA ajusté[3]	**1 045 988**	915 086	14,3	14,8	(4 751)
Marge du BAIIA ajusté[3]	**48,1 %**	48,7 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

PRODUITS

				Trimestres clos les 31 mai	
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**362 072**	353 336	2,5	2,5	—
Services à large bande américains	**366 046**	270 972	35,1	31,7	9 056
	728 118	624 308	16,6	15,2	9 056

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**1 079 442**	1 036 247	4,2	4,2	—
Services à large bande américains	**1 095 766**	841 522	30,2	31,4	(9 637)
	2 175 208	1 877 769	15,8	16,4	(9 637)

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 16,6 % et de 15,8 % (15,2 % et 16,4 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021, qui a contribué à la croissance des produits dans le secteur des Services à large bande américains;
- la croissance interne des produits au sein des secteurs des Services à large bande américains et canadiens, qui est attribuable à l'impact cumulatif des ajouts de clients du service Internet haute vitesse au cours de l'exercice précédent, à des hausses tarifaires annuelles entrées en vigueur pour certains services et à une combinaison de produits à valeur plus élevée; et
- l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, au sein des Services à large bande canadiens.

En outre, l'augmentation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 s'explique également par l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, qui a contribué à la croissance des produits du secteur des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mai				
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**166 082**	164 351	1,1	0,8	397
Services à large bande américains	**199 977**	149 458	33,8	30,5	4 968
Activités du siège social et éliminations	**8 871**	7 648	16,0	16,0	—
	374 930	321 457	16,6	15,0	5 365

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**502 575**	471 440	6,6	6,6	(153)
Services à large bande américains	**584 143**	451 953	29,2	30,3	(4 733)
Activités du siège social et éliminations	**25 777**	21 733	18,6	18,6	—
	1 112 495	945 126	17,7	18,2	(4 886)

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 16,6 % et de 17,7 % (15,0 % et 18,2 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande américains, principalement en raison de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, de la hausse des frais de marketing et de publicité comparativement à une baisse exceptionnelle des activités de marketing et de publicité pour le premier semestre de l'exercice précédent en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, ainsi qu'en raison des coûts liés au repositionnement de marque d'Atlantic Broadband, qui est devenue Breezeline, et de la hausse globale des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle;
- l'augmentation des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens, principalement en raison de la hausse globale des charges d'exploitation liée à la croissance des produits, contrebalancée en partie par la diminution des frais de marketing et de publicité; et

- une hausse des charges corporatives, principalement en raison des coûts engagés et des initiatives mises en œuvre afin de soutenir la croissance et les stratégies futures de la Société.

En outre, l'augmentation pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 s'explique également par l'acquisition de DERYtelecom au sein des Services à large bande canadiens.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») ont atteint 5,6 millions $ et 16,7 millions $, respectivement, comparativement à 5,9 millions $ et à 17,6 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021. La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

				Trimestres clos les 31 mai	
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**195 990**	188 985	3,7	3,9	(397)
Services à large bande américains	**166 069**	121 514	36,7	33,3	4 088
Activités du siège social et éliminations	**(14 445)**	(13 500)	(7,0)	(7,0)	—
	347 614	296 999	17,0	15,8	3 691

				Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Services à large bande canadiens	**576 867**	564 807	2,1	2,1	153
Services à large bande américains	**511 623**	389 569	31,3	32,6	(4 904)
Activités du siège social et éliminations	**(42 502)**	(39 290)	(8,2)	(8,2)	—
	1 045 988	915 086	14,3	14,8	(4 751)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 17,0 % (15,8 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et à la croissance interne des produits, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des frais de marketing et de publicité, ce qui comprend les coûts liés au repositionnement de marque de Breezeline, afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle; et
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable à l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés, ainsi qu'à la croissance interne; facteurs contrebalancés en partie par
- une hausse des charges corporatives.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 14,3 % (14,8 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et à la croissance interne des produits, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des frais de marketing et de publicité, ce qui comprend les coûts liés au repositionnement de marque de Breezeline, afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle; et
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable à l'acquisition de DERYtelecom; facteurs contrebalancés en partie par
- une hausse des charges corporatives.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 2,3 millions $ et à 22,3 millions $, respectivement, principalement en raison des coûts engagés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, et de leur intégration, qui est toujours en cours, ainsi que des coûts d'intégration liés à l'acquisition de DERYtelecom.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 1,2 million $ et à 4,8 millions $, respectivement, principalement en raison des frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et des coûts liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et à son intégration.

4.3 AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Amortissement des immobilisations corporelles[1]	**153 112**	118 489	29,2	**425 696**	345 097	23,4
Amortissement des immobilisations incorporelles	**13 297**	9 667	37,6	**42 375**	34 163	24,0
	166 409	128 156	29,8	**468 071**	379 260	23,4

(1) Comprend l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1,3 million $ et de 4,1 millions $ pour le trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2022, respectivement (1,5 million $ et 4,4 millions $ au cours de l'exercice 2021).

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, la dotation aux amortissements a augmenté de 29,8 % et de 23,4 %, respectivement, principalement en raison de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, combinée à une hausse des dépenses d'investissement. De plus, au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, un ajustement rétrospectif de 11 millions $ a été comptabilisé au poste Amortissement des immobilisations corporelles à la suite de modifications apportées à la répartition du prix d'achat de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, essentiellement dans les catégories d'immobilisations corporelles, et à leurs durées d'utilité estimatives.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**44 942**	30 282	48,4	**132 599**	95 688	38,6
Intérêts sur les obligations locatives	**244**	326	(25,2)	**878**	988	(11,1)
Perte nette de change	**150**	1 669	(91,0)	**99**	992	(90,0)
Amortissement des coûts de transaction différés liés aux facilités de crédit rotatif	**140**	183	(23,5)	**498**	579	(14,0)
Autres	**(142)**	1 046	—	**1 194**	2 308	(48,3)
	45 334	33 506	35,3	**135 268**	100 555	34,5

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, les charges financières ont augmenté de 35,3 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de la dette existante à la suite de l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US servant à financer l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021 et de l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ le 20 septembre 2021;
- la hausse des charges d'intérêts sur la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang résultant principalement de l'augmentation des taux d'intérêt; et
- l'appréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent; facteurs contrebalancés par
- la baisse des charges d'intérêts à la suite du remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $ en février 2022.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les charges financières ont augmenté de 34,5 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de la dette existante à la suite de l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US servant à financer l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021 et de l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ le 20 septembre 2021; facteur contrebalancé en partie par
- la baisse des charges d'intérêts sur la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang résultant principalement de la diminution du capital impayé;
- la baisse des charges d'intérêts à la suite du remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $ en février 2022; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Exigibles	**16 734**	6 504	—	**42 083**	44 739	(5,9)
Différés	**11 468**	24 822	(53,8)	**36 290**	57 521	(36,9)
	28 202	31 326	(10,0)	**78 373**	102 260	(23,4)

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**133 608**	134 112	(0,4)	**420 300**	430 501	(2,4)
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	—	**26,5 %**	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**35 406**	35 540	(0,4)	**111 380**	114 083	(2,4)
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**207**	600	(65,5)	**163**	2 366	(93,1)
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**114**	351	(67,5)	**203**	680	(70,1)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(7 579)**	(4 765)	59,1	**(21 348)**	(14 800)	44,2
Autres	**54**	(400)	—	**(12 025)**	(69)	—
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**28 202**	31 326	(10,0)	**78 373**	102 260	(23,4)
Taux d'impôt effectif	**21,1 %**	23,4 %	(9,8)	**18,6 %**	23,8 %	(21,8)

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, la charge d'impôts a diminué de 10,0 %, principalement en raison des avantages fiscaux découlant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, la charge d'impôts a diminué de 23,4 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- un ajustement de 11,9 millions $ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2022 à la suite de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, qui a fait diminuer le taux d'imposition étatique combiné, permettant ainsi à la Société de comptabiliser une réduction du passif d'impôt différé liée aux différences fiscales temporaires aux États-Unis;
- d'autres avantages fiscaux découlant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio; et
- la diminution du bénéfice avant impôts sur le résultat.

De plus, les impôts exigibles pour l'exercice précédent ont bénéficié d'un ajustement rétroactif de 7,1 millions $ comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2021 et de 4,1 millions $ pour les neuf premiers mois, à la suite de l'harmonisation de la législation fiscale du Québec avec la mesure d'amortissement accéléré aux fins de l'impôt fédéral, considérée comme quasi adoptée le 10 mars 2021.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)	**$**	$	%	**$**	$	%
Bénéfice de la période	**105 406**	102 786	2,5	**341 927**	328 241	4,2
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**100 250**	95 702	4,8	**318 362**	305 317	4,3
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle[1]	**5 156**	7 084	(27,2)	**23 565**	22 924	2,8
Bénéfice par action de base	**2,17**	2,02	7,4	**6,87**	6,42	7,0

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans une filiale américaine.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 2,5 % et de 4,8 %, respectivement. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 4,2 % et de 4,3 %, respectivement. L'augmentation pour les deux périodes découle principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution de la charge d'impôts; partiellement contrebalancées par
- la hausse de la dotation aux amortissements; et
- la hausse des charges financières.

De plus, les hausses pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 sont également contrebalancées en partie par l'augmentation des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, découlant principalement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.

5. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise, prend des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et évalue leur performance.

À la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la Société a modifié l'appellation de son indicateur de rendement clé initialement intitulé « Acquisitions d'immobilisations corporelles » pour le renommer « Dépenses d'investissement nettes ». Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

5.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

				Trimestres clos les 31 mai	
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**362 072**	353 336	2,5	2,5	—
Charges d'exploitation	**166 082**	164 351	1,1	0,8	397
BAIIA ajusté	**195 990**	188 985	3,7	3,9	(397)
Marge du BAIIA ajusté	**54,1 %**	53,5 %			
Dépenses d'investissement nettes	**100 730**	57 230	76,0	74,0	1 148
Intensité du capital	**27,8 %**	16,2 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
Produits	**1 079 442**	1 036 247	4,2	4,2	—
Charges d'exploitation	**502 575**	471 440	6,6	6,6	(153)
BAIIA ajusté	**576 867**	564 807	2,1	2,1	153
Marge du BAIIA ajusté	**53,4 %**	54,5 %			
Dépenses d'investissement nettes	**235 964**	180 294	30,9	30,8	195
Intensité du capital	**21,9 %**	17,4 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 2,5 %, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés;
- le nombre plus élevé de clients du service Internet ainsi que la hausse des produits par client; et
- la croissance dans le secteur commercial, essentiellement en raison d'une combinaison de produits à valeur plus élevée; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 4,2 %, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020;
- le nombre plus élevé de clients du service Internet ainsi que la hausse des produits par client;
- l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés; et
- la croissance dans le secteur commercial, essentiellement en raison d'une combinaison de produits à valeur plus élevée; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 1,1 % (0,8 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse globale des charges d'exploitation liée à la croissance des produits; contrebalancée en partie par
- la baisse des frais de marketing et de publicité.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 6,6 % (6,6 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des charges d'exploitation découlant de l'acquisition de DERYtelecom; et
- la hausse globale des charges d'exploitation liée à la croissance des produits; contrebalancées en partie par
- la baisse des frais de marketing et de publicité.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 3,7 % (3,9 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits au cours du troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de la décision rendue par le CRTC au sujet des tarifs des services Internet de gros groupés;
- la croissance interne; et
- la baisse des frais de marketing et de publicité.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 2,1 % (2,1 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition de DERYtelecom;
- la croissance interne;
- l'incidence de l'ajustement rétroactif de 4,6 millions $ comptabilisé à l'exercice précédent en tant que diminution des produits, comme il est mentionné précédemment; et
- la baisse des frais de marketing et de publicité; facteurs contrebalancés en partie par
- une hausse générale des charges d'exploitation.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT NETTES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 76,0 % et de 30,9 % (74,0 % et 30,8 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'accélération des activités de construction liées à l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral;
- l'augmentation des achats d'équipement chez l'abonné dans le cadre de l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion et en raison de l'accélération des achats dans le but d'éviter les pénuries liées à la chaîne d'approvisionnement; et
- l'augmentation des investissements liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures du réseau de Cogeco Connexion.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le ratio d'intensité du capital a atteint 27,8 % et 21,9 %, respectivement, comparativement à 16,2 % et à 17,4 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021. L'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement nettes, partiellement contrebalancée par la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 31 mai		Ajouts nets (pertes nettes) Périodes de neuf mois closes les 31 mai		% de pénétration[1]	
	31 mai 2022	**2022**	2021	**2022**	2021[2]	**31 mai 2022**	31 mai 2021
Unités de service primaire	**1 982 223**	**(9 148)**	(7 313)	**(19 860)**	(21 009)		
Clients du service Internet	**922 695**	**1 652**	4 580	**7 011**	12 243	**46,1**	46,1
Clients du service de vidéo	**661 272**	**(6 357)**	(7 030)	**(15 922)**	(19 011)	**33,0**	34,5
Clients du service de téléphonie	**398 256**	**(4 443)**	(4 863)	**(10 949)**	(14 241)	**19,9**	20,9

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Exclut 224 039 unités de service primaire (85 642 clients du service Internet, 80 218 clients du service de vidéo et 58 179 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de DERYtelecom, conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2021.

INTERNET

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 1 652 et à 7 011, respectivement, comparativement à 4 580 et à 12 243 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les deux périodes de l'exercice 2022 découlent principalement de l'intérêt soutenu à l'égard des offres de services haute vitesse.

VIDÉO

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 6 357 et à 15 922, respectivement, comparativement à 7 030 et à 19 011 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2022 découlent principalement du changement continu des habitudes de consommation vidéo, alors qu'un nombre grandissant de clients ne s'abonnent qu'aux services Internet, ainsi que des offres très concurrentielles au sein du secteur.

TÉLÉPHONIE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 4 443 et à 10 949, respectivement, comparativement à 4 863 et à 14 241 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2022 découlent principalement de l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile au Canada et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2022, 67 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou à des trios de services.

5.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les 31 mai				
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**366 046**	270 972	35,1	31,7	9 056
Charges d'exploitation	**199 977**	149 458	33,8	30,5	4 968
BAIIA ajusté	**166 069**	121 514	36,7	33,3	4 088
Marge du BAIIA ajusté	**45,4 %**	44,8 %			
Dépenses d'investissement nettes	**81 424**	67 579	20,5	17,5	2 011
Intensité du capital	**22,2 %**	24,9 %			

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	$	$	%	%	$
Produits	**1 095 766**	841 522	30,2	31,4	(9 637)
Charges d'exploitation	**584 143**	451 953	29,2	30,3	(4 733)
BAIIA ajusté	**511 623**	389 569	31,3	32,6	(4 904)
Marge du BAIIA ajusté	**46,7 %**	46,3 %			
Dépenses d'investissement nettes	**227 829**	174 485	30,6	31,6	(1 753)
Intensité du capital	**20,8 %**	20,7 %			

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

PRODUITS

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les produits ont augmenté de 35,1 % et de 30,2 % (31,7 % et 31,4 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 287,9 millions $ US et à 865,5 millions $ US, comparativement à 218,6 millions $ US et à 658,9 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021. L'augmentation pour les deux périodes s'explique principalement par les facteurs suivants :

- l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021;
- le nombre plus élevé de clients du service Internet et une combinaison de produits à valeur plus élevée; et
- les hausses tarifaires annuelles entrées en vigueur relativement à certains services.

Compte non tenu de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et selon un taux de change constant, les produits pour le troisième trimestre ont augmenté de 5,6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les charges d'exploitation ont augmenté de 33,8 % et de 29,2 % (30,5 % et 30,3 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio conclue le 1er septembre 2021;
- la hausse des frais de marketing et de publicité afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle, en raison de l'intensification des efforts en matière de marketing pour les offres de services centrées sur Internet dans le cadre de la stratégie axée avant tout sur les services à large bande, comparativement à des frais exceptionnellement bas pour le premier semestre de l'exercice précédent en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19;

- les coûts engagés dans le cadre du repositionnement de marque d'Atlantic Broadband, qui est devenue Breezeline, annoncé en janvier 2022 et achevé au cours du troisième trimestre; et
- une hausse générale des charges d'exploitation afin de stimuler et de soutenir la croissance de la clientèle; facteurs contrebalancés en partie par
- la diminution des coûts liés au service de vidéo découlant de la diminution du nombre de clients du service de vidéo.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté a augmenté de 36,7 % et de 31,3 % (33,3 % et 32,6 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, le BAIIA ajusté s'est chiffré à 130,6 millions $ US et à 404,1 millions $ US, comparativement à 98,0 millions $ US et à 304,8 millions $ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021. L'augmentation pour les deux périodes découle principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio;
- la croissance interne des produits; et
- la diminution des coûts liés au service de vidéo; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des frais de marketing et de publicité, ce qui comprend les coûts liés au repositionnement de marque de Breezeline.

Compte non tenu de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et selon un taux de change constant, le BAIIA ajusté pour le troisième trimestre a augmenté de 8,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT NETTES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 20,5 % et de 30,6 % (17,5 % et 31,6 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement liées à l'acquisition en Ohio et à l'expansion géographique du réseau;
- l'accélération des achats d'équipement chez l'abonné et de matériel de réseau dans le but d'éviter les pénuries liées à la chaîne d'approvisionnement dans plusieurs secteurs; et
- le calendrier de certaines initiatives.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le ratio d'intensité du capital a atteint 22,2 % et 20,8 %, respectivement, comparativement à 24,9 % et à 20,7 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021. La diminution du ratio d'intensité du capital pour le troisième trimestre s'explique par la croissance des produits ayant dépassé la hausse des dépenses d'investissement nettes, tandis que l'augmentation de l'intensité du capital pour les neuf premiers mois s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement nettes, partiellement contrebalancée par la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 31 mai		Ajouts nets (pertes nettes) Périodes de neuf mois closes les 31 mai		% de pénétration[1]	
	31 mai 2022	**2022**	2021	**2022[2]**	2021	**31 mai 2022[3]**	31 mai 2021
Unités de service primaire	**1 214 961**	**(12 889)**	1 302	**(39 569)**	15 730		
Clients du service Internet	**717 919**	**(1 689)**	6 847	**1 064**	25 639	**43,3**	55,4
Clients du service de vidéo	**332 312**	**(6 709)**	(4 349)	**(27 800)**	(8 145)	**20,1**	33,1
Clients du service de téléphonie	**164 730**	**(4 491)**	(1 196)	**(12 833)**	(1 764)	**9,9**	15,7

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Exclut 284 540 unités de service primaire (196 338 clients du service Internet, 54 598 clients du service de vidéo et 33 604 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, soit le premier jour de l'exercice 2022.

(3) Le pourcentage des foyers câblés reflète une pénétration moindre au sein des systèmes de câblodistribution acquis en Ohio, qui ont été acquis au cours du premier trimestre de l'exercice 2022.

INTERNET

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les pertes nettes et les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 1 689 et à 1 064, respectivement, comparativement à des ajouts nets de 6 847 et de 25 639 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Malgré les pertes de clients du service Internet enregistrées au troisième trimestre, la combinaison de produits s'est améliorée et une plus grande proportion de nouvelles connexions étaient assorties de vitesses Internet plus rapides, ce qui s'est traduit par une hausse des produits moyens par unité.

Les pertes nettes pour le troisième trimestre de l'exercice 2022 découlent principalement des facteurs suivants :

- la fluctuation limitée des clients dans le secteur à la suite d'une période plus active survenue au plus fort de la pandémie;
- le nombre plus élevé de déconnexions, surtout dans le cas des services Internet d'entrée de gamme, étant donné que certains clients ne travaillent plus à la maison ou n'étudient plus à distance, ainsi qu'un environnement marqué par une inflation élevée; et

- une concurrence accrue dans certaines parties de la zone de couverture; facteurs partiellement contrebalancés par
- la croissance dans le secteur commercial.

Les ajouts nets pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 découlent principalement des facteurs suivants :

- la croissance dans le secteur résidentiel principalement attribuable à la demande continue à l'égard des offres de services à haute vitesse, contrebalancée en partie par les déconnexions de certains clients résidentiels du service Internet mentionnées ci-dessus;
- l'intensification des efforts en matière de marketing pour les offres de services centrées sur Internet dans le cadre de la stratégie axée avant tout sur les services à large bande; et
- la croissance dans le secteur commercial; facteurs contrebalancés en partie par
- une concurrence accrue dans certaines parties de la zone de couverture.

VIDÉO

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 6 709 et à 27 800, respectivement, comparativement à 4 349 et à 8 145 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2022 découlent principalement des facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet et l'abandon des nouvelles offres axées uniquement sur la vidéo, autres que pour la clientèle résidentielle de gros;
- les déconnexions saisonnières dans le secteur commercial;
- la diminution des ajouts de clients du service Internet et le fait que certains clients ne souhaitent plus s'abonner aux services de vidéo puisqu'ils utilisent uniquement des services de vidéo en continu; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

TÉLÉPHONIE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 4 491 et à 12 833, respectivement, comparativement à 1 196 et à 1 764 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2022 découlent principalement des facteurs suivants :

- la priorité continue accordée aux offres qui sont axées sur Internet; facteur contrebalancé en partie par
- la croissance dans le secteur commercial, essentiellement en raison des offres relatives au service de voix hébergé.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 31 mai 2022, 37 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou à des trios de services.

6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est une filiale de Cogeco, qui détenait 34,0 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2022, représentant 83,7 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont chiffrés à 5,6 millions $ et à 16,7 millions $, respectivement, comparativement à 5,9 millions $ et à 17,6 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des neuf premiers mois des exercices 2022 et 2021, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
(en nombre d'unités)	**2022**	2021
Options sur actions	**78 700**	69 200
Unités d'actions liées au rendement	**11 775**	10 375
Unités d'actions différées	**—**	792

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Options sur actions	**280**	274	**889**	885
Unités d'actions incitatives	**—**	—	**—**	6
Unités d'actions liées au rendement	**265**	233	**905**	358
Unités d'actions différées	**(22)**	61	**(101)**	249
	523	568	**1 693**	1 498

7. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021[1]	Variation	**2022**	2021[1]	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	**353 001**	264 621	33,4	**921 145**	737 512	24,9
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'investissement	**(197 332)**	62 006	—	**(2 164 771)**	(561 902)	—
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement	**(118 282)**	(85 565)	38,2	**1 072 488**	(27 570)	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	**(905)**	(13 787)	(93,4)	**(206)**	(21 089)	(99,0)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**36 482**	227 275	(83,9)	**(171 344)**	126 951	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**341 228**	266 173	28,2	**549 054**	366 497	49,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**377 710**	493 448	(23,5)	**377 710**	493 448	(23,5)

(1) Les chiffres comparatifs ont été retraités. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

7.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 33,4 % et de 24,9 %, respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- les variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement du calendrier des paiements faits aux fournisseurs; et
- la baisse des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du calendrier des acomptes provisionnels; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation des intérêts payés.

7.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 259,3 millions $, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et américains; et
- les subventions de 187,5 millions $ reçues à l'exercice précédent des gouvernements provincial et fédéral relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1 602,9 millions $, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio;
- le versement final de 236 millions $ effectué au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022 pour acquérir 38 licences de spectre dans le cadre des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz;

- les subventions de 187,5 millions $ reçues à l'exercice précédent des gouvernements provincial et fédéral relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion; et
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et américains; facteurs contrebalancés en partie par
- les flux de trésorerie affectés à l'acquisition de DERYtelecom à l'exercice précédent.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DÉPENSES D'INVESTISSEMENT NETTES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

	Trimestres clos les 31 mai			Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	Variation	**2022**	2021	Variation
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	**$**	$	%
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**197 345**	126 570	55,9	**501 066**	358 006	40,0
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période[1]	**(15 164)**	—	—	**(35 662)**	—	—
Dépenses d'investissement nettes	**182 181**	126 570	43,9	**465 404**	358 006	30,0

(1) Liées aux subventions gouvernementales de 187,5 millions $ reçues à l'exercice précédent relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion et qui sont comptabilisées comme une réduction des immobilisations corporelles, selon les coûts engagés par rapport au total des coûts prévus.

Les dépenses d'investissement nettes ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les 31 mai				Périodes de neuf mois closes les 31 mai			
	2022	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[1]	**2022**	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	**$**	$	%	%
Services à large bande canadiens	**100 730**	57 230	76,0	74,0	**235 964**	180 294	30,9	30,8
Intensité du capital	**27,8 %**	16,2 %			**21,9 %**	17,4 %		
Services à large bande américains	**81 424**	67 579	20,5	17,5	**227 829**	174 485	30,6	31,6
Intensité du capital	**22,2 %**	24,9 %			**20,8 %**	20,7 %		
Activités du siège social et éliminations	**27**	1 761	(98,5)	(98,5)	**1 611**	3 227	(50,1)	(50,1)
Données consolidées	**182 181**	126 570	43,9	41,4	**465 404**	358 006	30,0	30,4
Intensité du capital	**25,0 %**	20,3 %			**21,4 %**	19,1 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les dépenses d'investissement nettes ont augmenté de 43,9 % et de 30,0 % (41,4 % et 30,4 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens attribuable à l'accélération des activités de construction liées à l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion; et
- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains liées à l'acquisition en Ohio, à l'expansion géographique du réseau, à l'accélération des achats d'équipement chez l'abonné et de matériel de réseau dans le but d'éviter les pénuries liées à la chaîne d'approvisionnement dans plusieurs secteurs, et au calendrier de certaines initiatives.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, le ratio d'intensité du capital a atteint 25,0 % et 21,4 %, respectivement, comparativement à 20,3 % et à 19,1 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation de l'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement nettes, contrebalancée en partie par la croissance des produits dans les secteurs des Services à large bande américains et canadiens.

7.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai		
	2022	2021	**2022**	2021	Explications
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$	
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire	**13 795**	6 384	**9 335**	(1 226)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
(Diminution) augmentation nette des facilités de crédit rotatif	**(60 283)**	(8 740)	**(144 053)**	171 772	Remboursement de montants prélevés aux termes des facilités de crédit rotatif au moyen du produit net de l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ et des flux de trésorerie disponibles générés, facteur partiellement contrebalancé par les fonds utilisés au deuxième trimestre pour acquérir les 38 licences de spectre, pour lesquelles le versement final a été effectué en décembre 2021, et pour rembourser les débentures garanties de premier rang, série 3, d'un montant de 200 millions $ en février 2022.
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**—**	—	**1 611 303**	—	Principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, qui a été financée en partie par l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang d'un montant de 900 millions $ US, et à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ au premier trimestre de l'exercice 2022.
Remboursement de billets, de débentures et de facilités de crédit	**(8 221)**	(5 158)	**(219 055)**	(16 112)	Principalement liée au remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, de 200 millions $ au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022.
Remboursement des obligations locatives	**(1 314)**	(1 196)	**(3 340)**	(3 339)	Résultat comparable.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**(3 162)**	—	**(3 162)**	(1 258)	Remboursement du solde à payer lié aux systèmes de câblodistribution en Ohio au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022. Le remboursement du solde à payer pour l'exercice précédent était lié à l'acquisition de FiberLight, montant ayant été remboursé au premier trimestre de l'exercice 2021.
Augmentation des coûts de transaction différés	**—**	—	**(675)**	—	Liée à la modification et à la prorogation de l'échéance de la facilité de crédit à terme rotatif en décembre 2021.
	(59 185)	(8 710)	**1 250 353**	149 837	

DIVIDENDES

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, un dividende déterminé trimestriel de 0,705 $ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 32,4 millions $, une hausse de 10,2 % par action par rapport au dividende déterminé trimestriel de 0,64 $ par action, ou 30,2 millions $, au troisième trimestre de l'exercice 2021. Le versement de dividendes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022 a totalisé 2,12 $ par action, ou 97,8 millions $, comparativement à 1,92 $, ou 91,2 millions $, à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCNA »)

Le 2 mai 2022, la Société a annoncé que la TSX a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2022 et le 3 mai 2023, ce qui représente environ 4,9 % des actions subalternes à droit de vote en circulation de la Société et 7,6 % du flottant des actions subalternes émises et en circulation de la Société au 22 avril 2022. En vertu de son OPRCNA précédente, qui a débuté le 4 mai 2021 et s'est terminée le 3 mai 2022, la Société pouvait racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 2 068 000 actions subalternes à droit de vote.

Le tableau suivant présente les rachats en vertu de l'OPRCNA.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et le prix de rachat moyen pondéré par action)	**$**	$	**$**	$
Actions subalternes à droit de vote rachetées et annulées	**294 800**	414 000	**758 225**	742 600
Prix de rachat moyen pondéré par action	**103,65**	118,28	**104,59**	115,13
Coûts liés au rachat	**30 556**	48 967	**79 305**	85 492

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (« PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions subalternes à droit de vote en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

7.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les 31 mai				
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté[3]	**347 614**	296 999	17,0	15,8	3 691
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 926**	2 334	25,4	22,5	66
Paiement fondé sur des actions	**2 162**	2 177	(0,7)	(0,7)	—
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(301)**	(863)	(65,1)	(65,1)	—
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations	**220**	424	(48,1)	(48,1)	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**(2 263)**	(1 225)	84,7	81,8	(36)
Charges financières	**(45 334)**	(33 506)	35,3	32,5	(930)
Impôts exigibles	**(16 734)**	(6 504)	—	—	(78)
Dépenses d'investissement nettes[3]	**(182 181)**	(126 570)	43,9	41,4	(3 159)
Remboursement des obligations locatives	**(1 314)**	(1 196)	9,9	8,9	(12)
Flux de trésorerie disponibles[3]	**104 795**	132 070	(20,7)	(20,3)	(458)

(1) Pour le trimestre clos le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2713 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2399 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai				
	2022[1]	2021	Variation	Variation selon un taux de change constant[2][3]	Incidence du taux de change[2]
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	%	%	$
BAIIA ajusté[3]	**1 045 988**	915 086	14,3	14,8	(4 751)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**8 841**	6 935	27,5	28,7	(82)
Paiement fondé sur des actions	**5 672**	5 931	(4,4)	(4,4)	—
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	**(1 450)**	(607)	—	—	—
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	**(701)**	(482)	45,4	45,4	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**(22 349)**	(4 770)	—	—	812
Charges financières	**(135 268)**	(100 555)	34,5	35,3	764
Impôts exigibles	**(42 083)**	(44 739)	(5,9)	(6,0)	(10)
Dépenses d'investissement nettes[3]	**(465 404)**	(358 006)	30,0	30,4	1 558
Remboursement des obligations locatives	**(3 340)**	(3 339)	—	0,3	10
Flux de trésorerie disponibles[3]	**389 906**	415 454	(6,1)	(5,7)	(1 699)

(1) Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2660 $ CA pour 1 $ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2022 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2021, qui était de 1,2771 $ CA pour 1 $ US.

(3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2022, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 20,7 % (20,3 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains;
- la hausse des charges financières; et
- l'augmentation des impôts exigibles, étant donné que les impôts exigibles pour l'exercice précédent ont bénéficié d'un ajustement rétroactif de 7,1 millions $ comptabilisé au troisième trimestre de l'exercice 2021 à la suite de l'harmonisation de la législation fiscale du Québec avec la mesure d'amortissement accéléré aux fins de l'impôt fédéral, considérée comme quasi adoptée le 10 mars 2021; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2022, les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 6,1 % (5,7 % selon un taux de change constant), principalement en raison des facteurs suivants :

- la hausse des dépenses d'investissement dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains;
- la hausse des charges financières; et
- l'augmentation des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition, découlant principalement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio; facteurs contrebalancés en partie par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

7.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2022, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,705 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2022 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2022, soit une hausse de 10,2 % par rapport à l'exercice précédent. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

Les variations s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2022** **$**	31 août 2021[1] $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**377 710**	549 054	(171 344)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».
Créances clients et autres débiteurs	**111 107**	78 346	32 761	Principalement liée à la hausse des créances clients découlant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et du calendrier de recouvrement des créances clients.
Impôts sur le résultat à recevoir	**10 381**	6 063	4 318	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	**34 103**	32 681	1 422	Non significative.
Instruments financiers dérivés	**474**	1 076	(602)	Non significative.
	533 775	667 220	(133 445)	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**13 795**	4 460	9 335	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**335 398**	270 497	64 901	Principalement liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs et à la hausse des dettes fournisseurs et autres créditeurs découlant de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.
Provisions	**24 949**	17 949	7 000	Principalement liée aux renégociations de contrats avec des fournisseurs de contenu.
Passifs d'impôts sur le résultat	**22 466**	5 800	16 666	Liée à la charge d'impôts exigibles pour la période de neuf mois, facteur contrebalancé en partie par les paiements des acomptes provisionnels.
Passifs sur contrat et autres passifs	**66 702**	57 231	9 471	Principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.
Subventions gouvernementales reçues d'avance	**147 872**	170 434	(22 562)	Liée aux progrès réalisés dans les travaux de construction du réseau dans le cadre de l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec, pour laquelle les dépenses d'investissement ont augmenté progressivement au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022.
Instruments financiers dérivés	**1 498**	—	1 498	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	**337 143**	225 344	111 799	Principalement liée au reclassement des débentures garanties de premier rang, série 4, d'un montant de 300 millions $ dans la tranche courante, ainsi qu'à la tranche courante de l'emprunt à terme B garanti de premier rang d'un montant de 900 millions $ US émis au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 pour financer l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, facteurs contrebalancés en partie par le remboursement des débentures garanties de premier rang, série 3, de 200 millions $ arrivées à échéance en février 2022.
	949 823	751 715	198 108	
Fonds de roulement déficitaire	**(416 048)**	(84 495)	(331 553)	

(1) Les chiffres comparatifs ont été retraités. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

(en milliers de dollars canadiens)	**31 mai 2022** **$**	31 août 2021 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Autres actifs	**62 444**	105 445	(43 001)	Principalement liée au reclassement, dans les immobilisations incorporelles, du dépôt de 59 millions $ payé en août 2021 pour acquérir 38 licences de spectre dans le cadre des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz à la suite du versement final fait en décembre 2021, facteur contrebalancé en partie par les autres actifs acquis dans le cadre de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.
Immobilisations corporelles	**2 886 613**	2 357 845	528 768	Principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et aux dépenses d'investissement effectuées au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, facteurs contrebalancés en partie par la dotation à l'amortissement de la période.
Immobilisations incorporelles	**3 505 695**	2 739 911	765 784	Principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio et aux 38 licences de spectre acquises pour un prix d'achat total de 295 millions $, facteurs contrebalancés en partie par l'amortissement pour la période.
Goodwill	**1 915 149**	1 476 150	438 999	Principalement liée à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.
Instruments financiers dérivés	**63 121**	—	63 121	Liée aux nouvelles conventions de swaps de taux d'intérêt conclues dans le cadre de l'émission de l'emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US, ainsi qu'aux variations des taux d'intérêt du marché, qui ont influé sur l'évaluation des conventions de swaps de taux d'intérêt existantes.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**4 208 728**	3 046 872	1 161 856	Principalement liée à l'émission de l'emprunt à terme B garanti de premier rang d'un montant de 900 millions $ US pour financer l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ et à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par le reclassement des débentures garanties de premier rang, série 4, d'un montant de 300 millions $ dans la tranche courante, le remboursement des facilités de crédit rotatif et les remboursements trimestriels sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang.
Instruments financiers dérivés	—	42 000	(42 000)	Liée aux variations des taux d'intérêt du marché, qui ont influé sur l'évaluation des conventions de swaps de taux d'intérêt de la Société.
Subventions gouvernementales reçues d'avance	—	13 100	(13 100)	Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion. Le solde a été classé dans la tranche courante au 31 mai 2022.
Passifs d'impôts différés	**739 341**	673 278	66 063	Principalement liée au calendrier des différences temporaires, facteur contrebalancé en partie par l'ajustement de 11,9 millions $ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2022 pour refléter le taux d'imposition étatique combiné attribuable à l'incidence de l'acquisition en Ohio et par l'incidence d'un ajustement fiscal favorable comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022.

9. RESSOURCES EN CAPITAL ET LIQUIDITÉS

9.1 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 30 juin 2022. Se reporter à la note 13 B) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/ d'options	Montant $
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	**15 691 100**	**98 346**
Actions subalternes à droit de vote	**30 323 327**	**854 830**
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	**907 585**	
Options pouvant être exercées	**450 875**	

9.2 FINANCEMENT

Le 1er septembre 2021, dans le cadre du financement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, une filiale américaine de Cogeco Communications a procédé à l'émission d'une nouvelle tranche de 900 millions $ US de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, arrivant à échéance le 1er septembre 2028. Le taux d'intérêt est fondé sur le LIBOR, le taux plancher étant de 50 points de base, plus l'écart de crédit applicable. Le 25 octobre 2021, la filiale américaine a également conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 800 millions $ US au titre du nouvel emprunt à terme B garanti de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains, ou le taux LIBOR plancher de 50 points de base s'il est plus élevé, en des taux fixes allant de 1,2237 % à 1,4631 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 octobre 2025 et le 31 juillet 2027.

Le 20 septembre 2021, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ portant intérêt à 2,991 % et arrivant à échéance le 22 septembre 2031. Cogeco Communications a affecté le produit net du placement au financement de l'acquisition de licences de spectre, au remboursement de dettes existantes et à d'autres besoins généraux de l'entreprise.

Le 17 décembre 2021, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ et en a prorogé l'échéance, soit jusqu'au 24 janvier 2027. Dans le cadre de ces modifications, Cogeco Communications a transformé sa facilité de crédit rotatif en une structure de prêt lié au développement durable, soulignant ainsi son solide leadership et son engagement profond en matière de durabilité et d'objectifs ESG. Le même jour, Cogeco, sa société mère, a également annoncé la modification et la prorogation de l'échéance de sa facilité de crédit à terme rotatif. Les facilités de crédit rotatif de Cogeco et de Cogeco Communications constituent les premiers prêts syndiqués liés au développement durable au Canada dans les secteurs des télécommunications et des médias. Les facilités de prêt lié au développement durable intègrent des conditions tarifaires incitatives liées aux facteurs ESG qui réduisent ou augmentent le coût du financement en fonction de la performance annuelle par rapport à certaines cibles précises de Cogeco liées à la réduction annuelle de ses émissions de GES et à ses initiatives d'inclusion numérique par le déploiement de réseaux Internet haute vitesse dans des régions mal desservies ou non desservies du Canada sur une période de trois ans. De plus, Cogeco et Cogeco Communications consacreront toutes les économies réalisées grâce au prêt lié au développement durable à des initiatives internes en matière de durabilité.

En janvier 2022, Cogeco Connexion a signé une lettre de crédit non garantie qui a été soumise à Infrastructure Ontario à titre de dépôt préalable aux enchères, avec sa demande de participation aux enchères liées au programme d'expansion du réseau Internet haute vitesse en Ontario, qui vise à fournir l'accès à l'Internet haute vitesse dans les communautés situées dans des régions non desservies et mal desservies. En mai 2022, la lettre de crédit a été annulée et remplacée par des cautionnements de bonne exécution et de paiement. Conformément aux règles de confidentialité établies par Infrastructure Ontario concernant les communications au cours du processus d'enchères, la Société n'est pas autorisée à divulguer le montant de la lettre de crédit et des cautionnements de bonne exécution et de paiement.

La Société a remboursé les débentures garanties de premier rang, série 3, de 200 millions $ à leur date d'échéance, le 14 février 2022.

9.3 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et des filiales américaines.

Au 31 mai 2022	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Notation à titre de société émettrice	BB+	BB (élevée)	SN
Filiales américaines			
Facilités de crédit de premier rang	BB	SN	B1
Notation à titre de société émettrice	BB	SN	B1

SN : sans notation

La plage des notations des instruments d'emprunt à long terme dans l'univers des instruments à taux composite va de « AAA » (S&P et DBRS) ou de « Aaa » (Moody's), pour la qualité la plus élevée attribuée aux titres, jusqu'à « D » (S&P et DBRS) et « C » (Moody's), pour la qualité la moins élevée attribuée aux titres. Les notations se basent sur plusieurs facteurs sectoriels et propres aux sociétés, et le levier financier est l'un des principaux éléments pris en considération.

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie « BBB » sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation « BB/B ». De plus, les obligations assorties d'une notation « BBB » ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations « BB/B ».

9.4 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société réduit le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est élevée. Au 31 mai 2022, la direction est d'avis que ce risque de crédit est minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent des placements à court terme très liquides, comme des dépôts à terme bancaires. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour atténuer le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2022, la Société avait utilisé une somme de 122,4 millions $ en vertu de sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 627,6 millions $. De plus, les filiales américaines bénéficient d'une facilité de crédit rotatif garantie de premier rang d'un montant de 189,7 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 3,4 millions $ (2,7 millions $ US) était utilisée au 31 mai 2022, pour une disponibilité restante de 186,3 millions $ (147,3 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2022, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, les filiales américaines ont conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2022.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2023 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 1
Flux de trésorerie	800 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains assorti d'un taux plancher de 50 points de base	1,224 % à 1,463 %	Octobre 2025 à juillet 2027	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt, qui n'est applicable qu'à la tranche non couverte de ces facilités, représenterait une hausse d'approximativement 12,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2022.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 13,6 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2022.

De plus, l'investissement net de la Société dans ses filiales américaines donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales américaines est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de ses filiales américaines, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2022 était de 1,2648 $ pour un dollar américain (1,2617 $ au 31 août 2021). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 108,7 millions $.

9.5 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 mai 2022 et 2021 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai				Périodes de neuf mois closes les 31 mai			
	2022	2021	Variation	Variation	**2022**	2021	Variation	Variation
	$	$	$	%	**$**	$	$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,2713**	1,2399	0,03	2,5	**1,2660**	1,2771	(0,01)	(0,9)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une variation de 0,01 $ du dollar canadien par rapport au dollar américain, soit la variation du taux de change entre les neuf premiers mois des exercices 2022 et 2021, sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022.

	Services à large bande canadiens	**Services à large bande américains**	**Données consolidées[1]**
Période de neuf mois close le 31 mai 2022	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	**$**	**$**
Produits	**—**	**(9 637)**	**(9 637)**
Charges d'exploitation	**(153)**	**(4 733)**	**(4 886)**
BAIIA ajusté	**153**	**(4 904)**	**(4 751)**
Dépenses d'investissement nettes	**195**	**(1 753)**	**(1 558)**
Flux de trésorerie disponibles			**(1 699)**

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les données sur les activités du siège social et les éliminations ne sont pas présentées.

10. PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES, SOCIALES ET DE GOUVERNANCE

Le 29 juin 2022, Cogeco Communications a annoncé qu'elle figurait pour la cinquième année consécutive dans le palmarès des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada de Corporate Knights pour 2022. Ce classement très respecté reconnaît les entreprises canadiennes qui servent de modèles pour le leadership en matière de croissance durable.

Le 1er mars 2022, Cogeco a publié son sixième Rapport ESG et de développement durable dans lequel elle présente une mise à jour de ses indicateurs liés à sa performance environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et d'autres informations relatives à sa stratégie de développement durable et aux progrès réalisés au cours des deux dernières années. Ce rapport, qui sera dorénavant publié annuellement, a été réalisé selon les lignes directrices de la Global Reporting Initiative (GRI) et il contient également des indicateurs conformes aux normes du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) pour le secteur des services de télécommunications. Il fournit aussi de l'information portant sur les initiatives, les cibles et les engagements de Cogeco, en plus de détailler les enjeux les plus pertinents. Le Rapport ESG et de développement durable de Cogeco est disponible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com, sous « Développement durable – Pratiques ESG (environnement, social, gouvernance) ».

Le 16 février 2022, Cogeco Communications était également heureuse d'annoncer qu'elle figurait sur la liste Carbon Clean200 de 2022, qui reconnaît les sociétés cotées en bourse qui sont à l'avant-garde en plaçant la durabilité au cœur de leurs actions, contribuant ainsi à engager la planète dans une voie durable. De plus, le 1er février 2022, Cogeco Communications a annoncé qu'elle figure, pour la première fois, dans le prestigieux Sustainability Yearbook de 2022 de S&P Global pour son excellence en matière de mise en œuvre des meilleures pratiques d'affaires ESG. S&P a évalué plus de 7 000 entreprises et en a désigné seulement 716 à titre de chef de file en matière de développement durable. Le 19 janvier 2022, Cogeco a annoncé qu'elle se classait pour la troisième année consécutive parmi les 100 entreprises les plus durables au monde selon Corporate Knights, démontrant ainsi son leadership pour contribuer à un monde meilleur.

Le 7 décembre 2021, Cogeco a publié son premier rapport conforme au Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (le « GIFCC ») dans le cadre de son Plan d'action pour le climat qui décrit les principales étapes qu'elle prend pour appuyer une action climatique urgente, ainsi que les processus et stratégies qu'elle emploie pour évaluer et gérer les risques et les occasions liés au climat. Le Plan d'action pour le climat et rapport conforme au GIFCC de 2021 de Cogeco est accessible sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com sous la rubrique « Développement durable – Pratiques ESG (environnement, social, gouvernance) ».

Le 3 novembre 2021, Cogeco a annoncé qu'elle était l'une des 45 sociétés à l'échelle mondiale à avoir reçu le sceau Terra Carta, une initiative de Son Altesse Royale le prince de Galles, en reconnaissance de son engagement à créer un avenir durable. Ce sceau est remis aux sociétés dont les ambitions sont alignées sur celles de la Terra Carta, un plan d'action pour la nature, les gens et la planète lancé en janvier 2021. Une autre marque de reconnaissance importante pour Cogeco, annoncée le 7 décembre 2021, est l'obtention de la prestigieuse note « A » accordée par le CDP pour sa transparence environnementale. Cette note, qui positionne Cogeco dans la première tranche de 2 % du palmarès des sociétés ayant été évaluées par le CDP, démontre le leadership et l'engagement de Cogeco envers les meilleures pratiques de gouvernance, de divulgation et de réduction des émissions. Cogeco a également été reconnue comme chef de file en matière d'engagement des fournisseurs par le CDP en raison de ses mesures prises relativement à l'action climatique au sein de sa chaîne d'approvisionnement. Enfin, Cogeco et Cogeco Communications ont annoncé le 17 décembre 2021 qu'elles avaient transformé leurs facilités de crédit à terme rotatif en prêts syndiqués liés au développement durable, une première au Canada dans les secteurs des télécommunications et des médias. Les facilités de prêt lié au développement durable intègrent des conditions tarifaires incitatives liées aux facteurs ESG qui réduisent ou augmentent le coût du financement en fonction de la performance annuelle par rapport à certaines cibles précises de Cogeco liées à la réduction annuelle de ses émissions de GES et à ses initiatives d'inclusion numérique par le déploiement de réseaux Internet haute vitesse dans des régions mal desservies ou non desservies du Canada sur une période de trois ans. De plus, Cogeco et Cogeco Communications consacreront toutes les économies réalisées grâce au prêt lié au développement durable à des initiatives internes en matière de durabilité.

Pour obtenir plus de détails sur la stratégie ESG de la Société ainsi que sur ses priorités et réalisations connexes, se reporter à la section intitulée « Pratiques environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) » du rapport annuel 2021 de la Société, ainsi qu'au Rapport ESG et de développement durable publié en mars 2022. Des détails sur les indicateurs de performance clés se trouvent dans le supplément de données ESG de Cogeco sur le site Internet de la Société à l'adresse corpo.cogeco.com.

11. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») adéquats et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères indiqués dans la version mise à jour, publiée en mai 2013, du rapport intitulé *Internal Control – Integrated Framework* du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission.

La Société a limité l'étendue de la conception des CPCI et du CIIF pour exclure les contrôles, les politiques et les procédures de l'entreprise de systèmes de câblodistribution en Ohio acquise le 1er septembre 2021, conformément au Règlement 52-109, qui permet à un émetteur de limiter l'étendue pour une entreprise qu'il a acquise au plus 365 jours avant la fin de la période financière à laquelle l'attestation se rapporte. Pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022, les systèmes de câblodistribution en Ohio ont fourni un apport d'environ 10,2 % aux produits consolidés et d'environ 5,8 % au bénéfice consolidé de la période. Au 31 mai 2022, les systèmes de câblodistribution en Ohio représentaient environ 4,3 % des actifs courants, 16,4 % des actifs non courants, 3,1 % des passifs courants et une proportion négligeable des passifs non courants dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. La direction entend terminer son examen de la conception des CPCI et du CIIF relatifs aux systèmes de câblodistribution en Ohio et en évaluer l'efficacité au cours des prochains trimestres. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2022 pour plus de détails sur l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, y compris la répartition préliminaire du prix d'achat.

En outre, le 1er septembre 2021, un nouveau système financier a été mis en œuvre au siège social de la Société et au sein de Cogeco Connexion. Cette mise en œuvre a donné lieu à des changements dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière pour la période de neuf mois close le 31 mai 2022. Aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 31 mai 2022.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 31 mai 2022 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats.

12. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications, lesquels sont intégrés par renvoi dans les présentes, figure dans le rapport annuel de 2021, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2021.

Instabilité économique et politique croissante à l'échelle mondiale

Même si Cogeco Communications ne fait pas affaire avec la Russie et l'Ukraine et qu'elle n'exerce pas ses activités dans ces pays, l'instabilité mondiale croissante devrait tout de même avoir une incidence sur nos activités, en raison de l'aggravation des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des pénuries de semiconducteurs et de jeux de puces (p. ex. des retards de livraison et la rareté des matières étant donné que l'Ukraine et la Russie sont les principaux fournisseurs de certains intrants importants, comme le néon et les métaux rares), en plus des facteurs macroéconomiques qui poussent à la hausse la volatilité des marchés et des taux de change, qui font croître les prix de l'essence et qui accentuent les pressions inflationnistes, ce qui limite la capacité des dépenses des consommateurs et augmente les charges d'exploitation. En outre, les gouvernements ont mis en garde contre de possibles cyberattaques coordonnées ciblant les infrastructures essentielles. Cogeco Communications a mis en place des mesures d'atténuation des risques, comme les commandes anticipées pour se procurer les matériaux nécessaires et la diversification des fournisseurs (c.-à-d. l'approvisionnement auprès d'autres sources), ainsi que des mesures pour accroître la vigilance dans le but de prévenir les cyberattaques. Cogeco Communications continuera de suivre la situation de près afin d'ajuster les mesures existantes ou de mettre en place de nouvelles mesures, au besoin.

13. MÉTHODES COMPTABLES

13.1 CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*)

En avril 2022, l'IFRS Interpretations Committee a rendu définitive la décision intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers (IAS 7, Tableau des flux de trésorerie)*, qui précise que les restrictions à l'utilisation d'un dépôt à vue découlant d'un contrat conclu avec un tiers ne font pas en sorte que le dépôt ne soit plus de la trésorerie. Par conséquent, ces dépôts à vue devraient être présentés comme une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans les tableaux des flux de trésorerie et les états de la situation financière, à moins que les restrictions ne modifient la nature du dépôt de telle sorte qu'il ne répondrait plus à la définition de la trésorerie selon IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*.

À la suite de l'application de la décision, la Société a modifié la présentation de la trésorerie provenant des subventions reçues d'avance, principalement des gouvernements du Québec et du Canada, qui sont utilisées pour financer certains projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse, sur une base rétrospective. Ces fonds, qui étaient auparavant présentés à titre de trésorerie soumise à restrictions, ont été reclassés à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie dans les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société.

Le changement de présentation, qui a été appliqué de façon rétrospective, a donné lieu aux changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

État consolidé de la situation financière

Au 31 août 2021	Montant présenté précédemment	Incidence du changement de présentation	Montant présenté actuellement
	$	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	365 520	183 534	549 054
Trésorerie soumise à restrictions – courante	170 434	(170 434)	—
Trésorerie soumise à restrictions – non courante	13 100	(13 100)	—

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les subventions reçues d'avance s'élevant à 188,0 millions $, principalement liées aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion, sont présentées séparément dans les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement. Ces subventions étaient auparavant présentées à titre de réduction du coût des acquisitions d'immobilisations corporelles, selon les coûts engagés relativement à ces projets par rapport au total des coûts prévus. Ce changement de présentation n'a pas d'incidence sur la comptabilisation définitive des subventions, selon laquelle les immobilisations corporelles continuent d'être comptabilisées déduction faite des subventions, dans l'état consolidé de la situation financière.

Comptabilité de couverture

Comme le permet IFRS 9, *Instruments financiers*, la Société avait précédemment choisi de continuer d'appliquer les exigences en matière de comptabilité de couverture aux termes d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Avec prise d'effet le 1er mars 2022, la Société a changé de méthode comptable et a décidé d'appliquer le modèle de comptabilité de couverture générale d'IFRS 9, qui exige que la Société s'assure que ses relations de couverture sont conformes à ses objectifs et à sa stratégie en matière de gestion des risques et qu'elle applique une approche davantage qualitative et prospective quant à l'évaluation de l'efficacité de la couverture. Dans le cadre du processus de gestion des risques financiers de la Société, ce changement de méthode comptable peut permettre l'adoption d'un plus grand nombre de stratégies de couverture et donner la possibilité d'exercer davantage de jugement dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture de la Société. L'application des exigences en matière de comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9 n'a donné lieu à aucun ajustement des états financiers consolidés de la Société.

Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique (IAS 38, *Immobilisations incorporelles*)

En mars 2021, l'IFRS Interpretations Committee a rendu définitive la décision intitulée *Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique* (IAS 38, *Immobilisations incorporelles*), qui clarifie la manière de comptabiliser certains coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique. La direction a finalisé son évaluation de l'incidence de cette décision au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 et a conclu qu'elle n'avait aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société en ce qui a trait aux coûts antérieurement inscrits à l'actif engagés dans le cadre d'accords d'infonuagique. À mesure que la Société poursuit la conclusion de certains accords d'infonuagique, principalement dans le cadre de certains projets de TI, l'application de cette décision pourrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour les périodes futures.

13.2 APPLICATION INITIALE DE NORMES, D'INTERPRÉTATIONS ET DE MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société a appliqué ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2021, et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Réforme des taux d'intérêt de référence (phase 2) – Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié le document *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2*, qui modifie IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications de la phase 2 abordent des questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière au moment de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment l'incidence des changements sur les flux de trésorerie contractuels ou sur les relations de couverture découlant du remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un taux de référence alternatif. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, mais une application anticipée est permise. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2021, et celles-ci n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés. La Société continuera de surveiller la réforme et ses répercussions connexes, et leur incidence, le cas échéant, dépendra des faits et des circonstances liés à toute modification future des instruments financiers ainsi que de toute modification future des taux d'intérêt de référence.

13.3 FUTURES MODIFICATIONS DE NORMES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS

De nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes et interprétations ont été publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, mais elles n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les modifications aux normes et interprétations suivantes, qui ont été publiées, pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés futurs de la Société.

Informations à fournir sur les méthodes comptables **– Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2**	En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les informations à fournir sur ses méthodes comptables.
Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants **– Modifications d'IAS 1**	En janvier 2020, l'IASB a modifié IAS 1 afin d'apporter des précisions sur le critère de classement d'un passif en tant que passif non courant qui porte sur le droit de différer le règlement du passif pour au moins 12 mois après la date de clôture. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

14. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de ses unités d'affaires. Le rapprochement entre le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté », les « flux de trésorerie disponibles », les « dépenses d'investissement nettes », l'« intensité du capital » et l'« endettement net » et les mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les « dépenses d'investissement nettes » et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté, qui permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qui constituent des mesures plus actuelles, car ils ne comprennent pas les investissements passés dans les actifs, sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : – bénéfice de la période; Ajouter : – impôts sur le résultat; – charges financières; – amortissements; et – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période
		Marge du BAIIA ajusté : – BAIIA ajusté; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière directement comparable conforme aux normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : – BAIIA ajusté; Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – paiement fondé sur des actions; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; et – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières; – impôts exigibles; – dépenses d'investissement nettes; et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Dépenses d'investissement nettes	Les dépenses d'investissement nettes sont une mesure utilisée par la direction de Cogeco Communications afin d'évaluer les dépenses d'investissement totales de la Société, déduction faite des subventions comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période, qu'elles aient été reçues d'avance ou non. Les subventions reçues d'avance sont comptabilisées comme une réduction des immobilisations corporelles, selon les coûts engagés relativement aux projets de construction liés à l'expansion du réseau Internet haute vitesse par rapport au total des coûts prévus. Les dépenses d'investissement nettes des unités d'affaires de Cogeco Communications correspondent à la mesure présentée à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	Dépenses d'investissement nettes : – acquisitions d'immobilisations corporelles;[(1)] Déduire : – subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période.	Acquisitions d'immobilisations corporelles
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement nettes et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.	Aucune mesure financière directement comparable conforme aux normes IFRS

(1) Exclut l'acquisition sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus directement comparables conformes aux normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : – dépenses d'investissement nettes; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière directement comparable conforme aux normes IFRS
Endettement net	L'endettement net, qui représente la dette après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie non soumis à restrictions disponibles, est une mesure utilisée par la direction et les investisseurs pour évaluer le levier financier de Cogeco Communications.	Endettement net : Ajouter : – capital de la dette à long terme; et – endettement bancaire; Déduire : – trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation.	Dette à long terme, y compris la tranche courante

14.1 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS, ainsi que le calcul de la marge du BAIIA ajusté, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**105 406**	102 786	**341 927**	328 241
Impôts sur le résultat	**28 202**	31 326	**78 373**	102 260
Charges financières	**45 334**	33 506	**135 268**	100 555
Amortissements	**166 409**	128 156	**468 071**	379 260
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**2 263**	1 225	**22 349**	4 770
BAIIA ajusté	**347 614**	296 999	**1 045 988**	915 086
Produits	**728 118**	624 308	**2 175 208**	1 877 769
Marge du BAIIA ajusté	**47,7 %**	47,6 %	**48,1 %**	48,7 %

14.2 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**353 001**	264 621	**921 145**	737 512
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 926**	2 334	**8 841**	6 935
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**(54 184)**	(15 536)	**(44 814)**	9 779
Impôts sur le résultat payés	**(369)**	18 085	**29 692**	76 395
Impôts exigibles	**(16 734)**	(6 504)	**(42 083)**	(44 739)
Intérêts payés	**48 984**	30 342	**121 137**	91 472
Charges financières	**(45 334)**	(33 506)	**(135 268)**	(100 555)
Dépenses d'investissement nettes	**(182 181)**	(126 570)	**(465 404)**	(358 006)
Remboursement des obligations locatives	**(1 314)**	(1 196)	**(3 340)**	(3 339)
Flux de trésorerie disponibles	**104 795**	132 070	**389 906**	415 454

14.3 RAPPROCHEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT NETTES

Le rapprochement entre les dépenses d'investissement nettes et la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**197 345**	126 570	**501 066**	358 006
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(15 164)**	—	**(35 662)**	—
Dépenses d'investissement nettes	**182 181**	126 570	**465 404**	358 006

14.4 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Le calcul de l'intensité du capital se présente comme suit :

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	**$**	$	**$**	$
Dépenses d'investissement nettes	**182 181**	126 570	**465 404**	358 006
Produits	**728 118**	624 308	**2 175 208**	1 877 769
Intensité du capital	**25,0 %**	20,3 %	**21,4 %**	19,1 %

14.5 RAPPROCHEMENT DE L'ENDETTEMENT NET

Le rapprochement entre l'endettement net et la mesure financière la plus directement comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Au 31 mai 2022	Au 31 août 2021
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Dette à long terme, y compris la tranche courante	**4 545 871**	3 272 216
Escomptes, coûts de transaction et autres	**54 548**	43 032
Endettement bancaire	**13 795**	4 460
Trésorerie et équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation	**(229 838)**	(365 520)
Endettement net	**4 384 376**	2 954 188

15. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les	31 mai 2022	28 février 2022[1]	Exercice 2022 30 novembre 2021[1]	31 août 2021[1]	31 mai 2021	28 février 2021	Exercice 2021 30 novembre 2020	Exercice 2020 31 août 2020
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	$	$	$	$	$	$	$	$
Opérations								
Produits	**728 118**	**728 749**	**718 541**	632 684	624 308	634 548	618 913	605 168
BAIIA ajusté	**347 614**	**349 087**	**349 287**	290 570	296 999	306 994	311 093	294 535
Marge du BAIIA ajusté	**47,7 %**	**47,9 %**	**48,6 %**	45,9 %	47,6 %	48,4 %	50,3 %	48,7 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**2 263**	**1 451**	**18 635**	3 974	1 225	2 330	1 215	3 955
Bénéfice de la période	**105 406**	**119 911**	**116 610**	103 406	102 786	110 559	114 896	96 148
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**100 250**	**111 275**	**106 837**	96 200	95 702	102 936	106 679	90 834
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**353 001**	**281 199**	**286 945**	281 547	264 621	231 166	241 725	254 745
Flux de trésorerie disponibles	**104 795**	**153 000**	**132 111**	71 423	132 070	142 768	140 616	111 372
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**197 345**	**157 873**	**145 848**	179 654	126 570	115 214	116 222	128 195
Dépenses d'investissement nettes	**182 181**	**142 195**	**141 028**	175 180	126 570	115 214	116 222	128 195
Intensité du capital	**25,0 %**	**19,5 %**	**19,6 %**	27,7 %	20,3 %	18,2 %	18,8 %	21,2 %
Données par action[2]								
Bénéfice par action								
De base	**2,17**	**2,40**	**2,29**	2,05	2,02	2,16	2,24	1,90
Dilué	**2,16**	**2,38**	**2,27**	2,03	2,01	2,14	2,22	1,88
Dividendes par action	**0,705**	**0,705**	**0,705**	0,64	0,64	0,64	0,64	0,58

(1) Les chiffres comparatifs ont été retraités à la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022. De plus, la Société a également modifié l'appellation de son indicateur de rendement clé initialement intitulé « Acquisitions d'immobilisations corporelles » pour le renommer « Dépenses d'investissement nettes » à la suite de cette application. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables ».

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

15.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes. Toutefois, pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre d'un exercice en raison du début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

cogeco COMMUNICATIONS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre et période de neuf mois clos le 31 mai 2022

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT NET
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	Notes	**2022**	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$	**$**	$
Produits	*3*	**728 118**	624 308	**2 175 208**	1 877 769
Charges d'exploitation	*6*	**374 930**	321 457	**1 112 495**	945 126
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	*17*	**5 574**	5 852	**16 725**	17 557
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	*4*	**2 263**	1 225	**22 349**	4 770
Amortissements	*7*	**166 409**	128 156	**468 071**	379 260
Charges financières	*8*	**45 334**	33 506	**135 268**	100 555
Bénéfice avant impôts sur le résultat		**133 608**	134 112	**420 300**	430 501
Impôts sur le résultat	*9*	**28 202**	31 326	**78 373**	102 260
Bénéfice de la période		**105 406**	102 786	**341 927**	328 241
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		**100 250**	95 702	**318 362**	305 317
Participations ne donnant pas le contrôle		**5 156**	7 084	**23 565**	22 924
		105 406	102 786	**341 927**	328 241
Bénéfice par action					
De base	*10*	**2,17**	2,02	**6,87**	6,42
Dilué	*10*	**2,16**	2,01	**6,81**	6,36

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$	**$**	$
Bénéfice de la période	**105 406**	102 786	**341 927**	328 241
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**56 255**	5 745	**105 094**	25 918
Impôts sur le résultat connexes	**(14 908)**	(1 523)	**(27 850)**	(6 868)
	41 347	4 222	**77 244**	19 050
Ajustements au titre de l'écart de change				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(8 237)**	(91 657)	**4 895**	(144 057)
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**1 950**	23 907	**(1 209)**	37 830
Impôts sur le résultat connexes	**—**	228	**(23)**	365
	(6 287)	(67 522)	**3 663**	(105 862)
	35 060	(63 300)	**80 907**	(86 812)
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	**5 130**	2 142	**8 220**	7 662
Impôts sur le résultat connexes	**(1 359)**	(567)	**(2 178)**	(2 030)
	3 771	1 575	**6 042**	5 632
	38 831	(61 725)	**86 949**	(81 180)
Résultat global de la période	**144 237**	41 061	**428 876**	247 061
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	**140 744**	52 598	**404 329**	253 394
Participations ne donnant pas le contrôle	**3 493**	(11 537)	**24 547**	(6 333)
	144 237	41 061	**428 876**	247 061

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social $	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions $	Cumul des autres éléments du résultat global $	Bénéfices non distribués $	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle $	Total des capitaux propres $
	(note 13)		*(note 14)*			
Solde au 31 août 2020	984 963	16 347	(7 117)	1 274 053	373 504	2 641 750
Bénéfice de la période	—	—	—	305 317	22 924	328 241
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(57 555)	5 632	(29 257)	(81 180)
Résultat global de la période	—	—	(57 555)	310 949	(6 333)	247 061
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	3 702	—	—	—	—	3 702
Paiement fondé sur des actions (notes 13 D) et 17)	—	4 412	—	—	—	4 412
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	665	(665)	—	—	—	—
Dividendes (note 13 C))	—	—	—	(91 178)	—	(91 178)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(20 826)	—	—	(64 666)	—	(85 492)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 439)	—	—	—	—	(4 439)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	5 064	(4 891)	—	(173)	—	—
Total des distributions aux actionnaires	(15 834)	(1 144)	—	(156 017)	—	(172 995)
Solde au 31 mai 2021	969 129	15 203	(64 672)	1 428 985	367 171	2 715 816
Solde au 31 août 2021	**958 251**	**16 889**	**(17 994)**	**1 457 998**	**391 183**	**2 806 327**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**318 362**	**23 565**	**341 927**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**79 925**	**6 042**	**982**	**86 949**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**79 925**	**324 404**	**24 547**	**428 876**
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	**4 058**	**—**	**—**	**—**	**—**	**4 058**
Paiement fondé sur des actions (notes 13 D) et 17)	**—**	**5 663**	**—**	**—**	**—**	**5 663**
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	**694**	**(694)**	**—**	**—**	**—**	**—**
Dividendes (note 13 C))	**—**	**—**	**—**	**(97 753)**	**—**	**(97 753)**
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	**(21 312)**	**—**	**—**	**(57 993)**	**—**	**(79 305)**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(4 865)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(4 865)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**4 401**	**(3 325)**	**—**	**(1 076)**	**—**	**—**
Total (des distributions aux actionnaires) des apports des actionnaires	**(17 024)**	**1 644**	**—**	**(156 822)**	**—**	**(172 202)**
Solde au 31 mai 2022	**941 227**	**18 533**	**61 931**	**1 625 580**	**415 730**	**3 063 001**

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	**31 mai 2022** **$**	31 août 2021 $
			(données retraitées, note 2)
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*15 D)*	**377 710**	549 054
Créances clients et autres débiteurs		**111 107**	78 346
Impôts sur le résultat à recevoir		**10 381**	6 063
Charges payées d'avance et autres		**34 103**	32 681
Instruments financiers dérivés		**474**	1 076
		533 775	667 220
Actifs non courants			
Autres actifs	*11*	**62 444**	105 445
Immobilisations corporelles		**2 886 613**	2 357 845
Immobilisations incorporelles	*11*	**3 505 695**	2 739 911
Goodwill		**1 915 149**	1 476 150
Instruments financiers dérivés		**63 121**	—
Actifs relatifs aux régimes de retraite		**5 639**	—
Actifs d'impôts différés		**4 115**	5 121
		8 976 551	7 351 692
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		**13 795**	4 460
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		**335 398**	270 497
Provisions		**24 949**	17 949
Passifs d'impôts sur le résultat		**22 466**	5 800
Passifs sur contrat et autres passifs		**66 702**	57 231
Subventions gouvernementales reçues d'avance		**147 872**	170 434
Instruments financiers dérivés		**1 498**	—
Tranche courante de la dette à long terme	*12*	**337 143**	225 344
		949 823	751 715
Passifs non courants			
Dette à long terme	*12*	**4 208 728**	3 046 872
Instruments financiers dérivés		**—**	42 000
Passifs sur contrat et autres passifs		**9 077**	8 547
Subventions gouvernementales reçues d'avance		**—**	13 100
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		**6 581**	9 853
Passifs d'impôts différés		**739 341**	673 278
		5 913 550	4 545 365
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*13 B)*	**941 227**	958 251
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		**18 533**	16 889
Cumul des autres éléments du résultat global	*14*	**61 931**	(17 994)
Bénéfices non distribués		**1 625 580**	1 457 998
		2 647 271	2 415 144
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		**415 730**	391 183
		3 063 001	2 806 327
		8 976 551	7 351 692

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	Notes	**2022**	2021	**2022**	2021
(en milliers de dollars canadiens)		**$**	$	**$**	$
			(données retraitées, note 2)		*(données retraitées, note 2)*
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		**105 406**	102 786	**341 927**	328 241
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	*7*	**166 409**	128 156	**468 071**	379 260
Charges financières	*8*	**45 334**	33 506	**135 268**	100 555
Impôts sur le résultat	*9*	**28 202**	31 326	**78 373**	102 260
Paiement fondé sur des actions		**2 162**	2 177	**5 672**	5 931
Profit sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		**(301)**	(863)	**(1 450)**	(607)
Charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations		**220**	424	**(701)**	(482)
		347 432	297 512	**1 027 160**	915 158
Variations des autres activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	*15 A)*	**54 184**	15 536	**44 814**	(9 779)
Intérêts payés		**(48 984)**	(30 342)	**(121 137)**	(91 472)
Impôts sur le résultat recouvrés (payés)		**369**	(18 085)	**(29 692)**	(76 395)
		353 001	264 621	**921 145**	737 512
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		**(197 345)**	(126 570)	**(501 066)**	(358 006)
Acquisition de licences de spectre	*11*	**—**	—	**(236 073)**	—
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	*5*	**—**	—	**(1 427 658)**	(394 296)
Subventions reçues d'avance	*2*	**—**	188 008	**—**	188 008
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		**13**	568	**26**	2 392
		(197 332)	62 006	**(2 164 771)**	(561 902)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		**13 795**	6 384	**9 335**	(1 226)
(Diminution) augmentation nette des facilités de crédit rotatif		**(60 283)**	(8 740)	**(144 053)**	171 772
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction		**—**	—	**1 611 303**	—
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		**(8 221)**	(5 158)	**(219 055)**	(16 112)
Remboursement des obligations locatives		**(1 314)**	(1 196)	**(3 340)**	(3 339)
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		**(3 162)**	—	**(3 162)**	(1 258)
Augmentation des coûts de transaction différés		**—**	—	**(675)**	—
Émission d'actions subalternes à droit de vote	*13 B)*	**3 836**	2 265	**4 058**	3 702
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	*13 B)*	**(30 556)**	(48 967)	**(79 305)**	(85 492)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*13 B)*	**—**	—	**(4 865)**	(4 439)
Dividendes versés	*13 C)*	**(32 377)**	(30 153)	**(97 753)**	(91 178)
		(118 282)	(85 565)	**1 072 488**	(27 570)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère		**(905)**	(13 787)	**(206)**	(21 089)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		**36 482**	227 275	**(171 344)**	126 951
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**341 228**	266 173	**549 054**	366 497
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	*15 D)*	**377 710**	493 448	**377 710**	493 448

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de télécommunications qui exerce ses activités par l'entremise de ses unités d'affaires Cogeco Connexion et Breezeline (anciennement « Atlantic Broadband »). Cogeco Communications fournit des services Internet, de vidéo et de téléphonie aux clientèles résidentielle et d'affaires au Québec et en Ontario, au Canada, ainsi que dans douze États des États-Unis.

Le 1er septembre 2021, une filiale américaine de Cogeco Communications a conclu l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest, Inc. (« WOW! ») en Ohio.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 34,0 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2022, représentant 83,7 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent normalement dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2021.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2021. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés, sauf pour ce qui est décrit à la note 2.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison du début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 13 juillet 2022.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

A) CHANGEMENT DE MÉTHODES COMPTABLES

Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*)

En avril 2022, l'IFRS Interpretations Committee a rendu définitive la décision intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers (IAS 7, Tableau des flux de trésorerie)*, qui précise que les restrictions à l'utilisation d'un dépôt à vue découlant d'un contrat conclu avec un tiers ne font pas en sorte que le dépôt ne soit plus de la trésorerie. Par conséquent, ces dépôts à vue devraient être présentés comme une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans les tableaux des flux de trésorerie et les états de la situation financière, à moins que les restrictions ne modifient la nature du dépôt de telle sorte qu'il ne répondrait plus à la définition de la trésorerie selon IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*.

À la suite de l'application de la décision, la Société a modifié la présentation de la trésorerie provenant des subventions reçues d'avance, principalement des gouvernements du Québec et du Canada, qui sont utilisées pour financer certains projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse, sur une base rétrospective. Ces fonds, qui étaient auparavant présentés à titre de trésorerie soumise à restrictions, ont été reclassés à titre de trésorerie et équivalents de trésorerie dans les états consolidés de la situation financière et les tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société.

Le changement de présentation, qui a été appliqué de façon rétrospective, a donné lieu aux changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

État consolidé de la situation financière

Au 31 août 2021	Montant présenté précédemment	Incidence du changement de présentation	Montant présenté actuellement
	$	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	365 520	183 534	549 054
Trésorerie soumise à restrictions – courante	170 434	(170 434)	—
Trésorerie soumise à restrictions – non courante	13 100	(13 100)	—

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2021, les subventions reçues d'avance s'élevant à 188,0 millions $, principalement liées aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion, sont présentées séparément dans les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement. Ces subventions étaient auparavant présentées à titre de réduction du coût des acquisitions d'immobilisations corporelles, selon les coûts engagés relativement à ces projets par rapport au total des coûts prévus. Ce changement de présentation n'a pas d'incidence sur la comptabilisation définitive des subventions, selon laquelle les immobilisations corporelles continuent d'être comptabilisées déduction faite des subventions, dans l'état consolidé de la situation financière.

Comptabilité de couverture

Comme le permet IFRS 9, *Instruments financiers*, la Société avait précédemment choisi de continuer d'appliquer les exigences en matière de comptabilité de couverture aux termes d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. Avec prise d'effet le 1er mars 2022, la Société a changé de méthode comptable et a décidé d'appliquer le modèle de comptabilité de couverture générale d'IFRS 9, qui exige que la Société s'assure que ses relations de couverture sont conformes à ses objectifs et à sa stratégie en matière de gestion des risques et qu'elle applique une approche davantage qualitative et prospective quant à l'évaluation de l'efficacité de la couverture. Dans le cadre du processus de gestion des risques financiers de la Société, ce changement de méthode comptable peut permettre l'adoption d'un plus grand nombre de stratégies de couverture et donner la possibilité d'exercer davantage de jugement dans l'évaluation de l'efficacité des relations de couverture de la Société. L'application des exigences en matière de comptabilité de couverture aux termes d'IFRS 9 n'a donné lieu à aucun ajustement des états financiers consolidés de la Société.

Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique (IAS 38, *Immobilisations incorporelles*)

En mars 2021, l'IFRS Interpretations Committee a rendu définitive la décision intitulée *Coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'un accord d'infonuagique* (IAS 38, *Immobilisations incorporelles*), qui clarifie la manière de comptabiliser certains coûts de configuration ou de personnalisation dans le cadre d'accords d'infonuagique. La direction a finalisé son évaluation de l'incidence de cette décision au cours du premier trimestre de l'exercice 2022 et a conclu qu'elle n'avait aucune incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société en ce qui a trait aux coûts antérieurement inscrits à l'actif engagés dans le cadre d'accords d'infonuagique. À mesure que la Société poursuit la conclusion de certains accords d'infonuagique, principalement dans le cadre de certains projets de TI, l'application de cette décision pourrait avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société pour les périodes futures.

B) APPLICATION INITIALE DE NORMES, D'INTERPRÉTATIONS ET DE MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS

Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique – Modifications d'IAS 12

En mai 2021, l'IASB a modifié IAS 12, *Impôts sur le résultat*, afin de clarifier la façon dont les sociétés doivent comptabiliser l'impôt différé sur certaines transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, génèrent des différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société a appliqué ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2021, et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Réforme des taux d'intérêt de référence (phase 2) – Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16

En août 2020, l'IASB a publié le document *Réforme des taux d'intérêt de référence, phase 2*, qui modifie IFRS 9, *Instruments financiers*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, IFRS 4, *Contrats d'assurance*, et IFRS 16, *Contrats de location*. Les modifications de la phase 2 abordent des questions qui pourraient avoir une incidence sur l'information financière au moment de la réforme d'un taux d'intérêt de référence, notamment l'incidence des changements sur les flux de trésorerie contractuels ou sur les relations de couverture découlant du remplacement d'un taux d'intérêt de référence par un taux de référence alternatif. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021, mais une application anticipée est permise. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1er septembre 2021, et celles-ci n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés. La Société continuera de surveiller la réforme et ses répercussions connexes, et leur incidence, le cas échéant, dépendra des faits et des circonstances liés à toute modification future des instruments financiers ainsi que de toute modification future des taux d'intérêt de référence.

C) FUTURES MODIFICATIONS DE NORMES, INTERPRÉTATIONS ET MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS

De nouvelles normes, interprétations et modifications aux normes et interprétations ont été publiées par l'IASB ou par l'IFRS Interpretations Committee, mais elles n'ont pas encore été appliquées dans le cadre de la préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés. Les modifications aux normes et interprétations suivantes, qui ont été publiées, pourraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés futurs de la Société.

***Informations à fournir sur les méthodes comptables* – Modifications d'IAS 1 et de l'énoncé de pratiques en IFRS 2**	En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur les informations à fournir sur ses méthodes comptables.
***Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants* – Modifications d'IAS 1**	En janvier 2020, l'IASB a modifié IAS 1 afin d'apporter des précisions sur le critère de classement d'un passif en tant que passif non courant qui porte sur le droit de différer le règlement du passif pour au moins 12 mois après la date de clôture. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications, le cas échéant, sur ses états financiers consolidés.

3. PRODUITS

Trimestres clos les 31 mai

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Données consolidées	
	2022	2021	**2022**	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$	**$**	$
Résidentiels(1)	**321 183**	315 100	**320 525**	234 164	**641 708**	549 264
Commerciaux	**40 369**	37 623	**41 022**	32 819	**81 391**	70 442
Autres	**520**	613	**4 499**	3 989	**5 019**	4 602
	362 072	353 336	**366 046**	270 972	**728 118**	624 308

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai					
	Services à large bande canadiens		**Services à large bande américains**		**Données consolidées**	
	2022	2021	**2022**	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$	**$**	$
Résidentiels[1]	**959 367**	926 473	**959 117**	725 174	**1 918 484**	1 651 647
Commerciaux	**118 613**	108 288	**122 182**	100 689	**240 795**	208 977
Autres	**1 462**	1 486	**14 467**	15 659	**15 929**	17 145
	1 079 442	1 036 247	**1 095 766**	841 522	**2 175 208**	1 877 769

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (la perte sectorielle) de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Breezeline (anciennement Atlantic Broadband) dans douze États des États-Unis : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, l'Ohio, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

À la suite de l'application de la décision de l'IFRS Interpretations Committee intitulée *Dépôts à vue soumis à des restrictions d'utilisation découlant d'un contrat avec un tiers* (IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*) au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, la Société a modifié l'appellation de sa mesure initialement intitulée « Acquisitions d'immobilisations corporelles » pour la renommer « Dépenses d'investissement nettes ». Les dépenses d'investissement nettes excluent l'acquisition sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre et sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend les subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles. Les subventions reçues d'avance sont comptabilisées comme une réduction des immobilisations corporelles, selon les coûts engagés relativement aux projets de construction liés à l'expansion du réseau Internet haute vitesse par rapport au total des coûts prévus. Se reporter à la note 15 B) pour un rapprochement des dépenses d'investissement nettes et des paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie.

Dans les tableaux ci-dessous, la colonne intitulée « Activités du siège social et éliminations » comprend les activités du siège social et les éliminations de consolidation.

	Trimestre clos le 31 mai 2022			
	Services à large bande canadiens	**Services à large bande américains**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**362 072**	**366 046**	**—**	**728 118**
Charges d'exploitation	**166 082**	**199 977**	**8 871**	**374 930**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**5 574**	**5 574**
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	**195 990**	**166 069**	**(14 445)**	**347 614**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				**2 263**
Amortissements				**166 409**
Charges financières				**45 334**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**133 608**
Impôts sur le résultat				**28 202**
Bénéfice de la période				**105 406**
Dépenses d'investissement nettes	**100 730**	**81 424**	**27**	**182 181**

(1) Comprennent principalement les coûts engagés relativement à l'intégration en cours des systèmes de câblodistribution en Ohio, qui ont été acquis le 1er septembre 2021, et de DERYtelecom, qui a été acquise le 14 décembre 2020.

	Trimestre clos le 31 mai 2021			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	$	$	$	$
Produits	353 336	270 972	—	624 308
Charges d'exploitation	164 351	149 458	7 648	321 457
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 852	5 852
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	188 985	121 514	(13 500)	296 999
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				1 225
Amortissements				128 156
Charges financières				33 506
Bénéfice avant impôts sur le résultat				134 112
Impôts sur le résultat				31 326
Bénéfice de la période				102 786
Dépenses d'investissement nettes	57 230	67 579	1 761	126 570

(1) Comprennent principalement les coûts relatifs aux frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio ainsi que les coûts liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et à son intégration.

	Période de neuf mois close le 31 mai 2022			
	Services à large bande canadiens	**Services à large bande américains**	**Activités du siège social et éliminations**	**Données consolidées**
	$	**$**	**$**	**$**
Produits	**1 079 442**	**1 095 766**	**—**	**2 175 208**
Charges d'exploitation	**502 575**	**584 143**	**25 777**	**1 112 495**
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**—**	**—**	**16 725**	**16 725**
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	**576 867**	**511 623**	**(42 502)**	**1 045 988**
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				**22 349**
Amortissements				**468 071**
Charges financières				**135 268**
Bénéfice avant impôts sur le résultat				**420 300**
Impôts sur le résultat				**78 373**
Bénéfice de la période				**341 927**
Dépenses d'investissement nettes	**235 964**	**227 829**	**1 611**	**465 404**
Acquisition de licences de spectre	**236 073**	**—**	**—**	**236 073**

(1) Comprennent principalement les coûts engagés relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, conclue le 1er septembre 2021, et à leur intégration en cours.

	Période de neuf mois close le 31 mai 2021			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Données consolidées
	$	$	$	$
Produits	1 036 247	841 522	—	1 877 769
Charges d'exploitation	471 440	451 953	21 733	945 126
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	17 557	17 557
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	564 807	389 569	(39 290)	915 086
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition[1]				4 770
Amortissements				379 260
Charges financières				100 555
Bénéfice avant impôts sur le résultat				430 501
Impôts sur le résultat				102 260
Bénéfice de la période				328 241
Dépenses d'investissement nettes	180 294	174 485	3 227	358 006

(1) Comprennent principalement les coûts relatifs aux frais de vérification diligente liés à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio ainsi que les coûts liés à l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et à son intégration.

5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest en Ohio

Le 1er septembre 2021, Breezeline (anciennement Atlantic Broadband) a conclu l'acquisition des systèmes de câblodistribution de WideOpenWest, Inc. (« WOW! ») en Ohio (les « systèmes de câblodistribution en Ohio ») pour un prix d'achat de 1,418 milliard $ (1,125 milliard $ US), sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue au moyen d'une convention d'achat d'actifs. Avec la clôture de cette transaction, Breezeline élargit ses activités en Ohio et accroît considérablement sa clientèle. À la date d'acquisition, les systèmes de câblodistribution acquis en Ohio couvraient environ 689 000 foyers et entreprises de Cleveland et de Columbus et desservaient 196 338 clients des services Internet, 54 598 clients des services de vidéo et 33 604 clients des services de téléphonie. Cette acquisition est hautement stratégique pour Cogeco Communications puisqu'elle est complémentaire à sa zone de couverture actuelle aux États-Unis et qu'elle permet de tirer parti de sa plateforme existante.

Le prix d'achat et les coûts de transaction ont été financés par l'émission d'un emprunt à terme B garanti de premier rang de 900 millions $ US, lequel arrivera à échéance en septembre 2028, et par les fonds en caisse excédentaires.

La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, mais le processus d'évaluation de certains actifs reste à être finalisé. La répartition préliminaire du prix d'achat était fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, laquelle est assujettie à des ajustements significatifs d'ici à ce que l'évaluation de la juste valeur soit finalisée. Les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et le goodwill sont les éléments qui sont principalement susceptibles de changer. Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022, un ajustement rétrospectif de 11 millions $ a été comptabilisé au poste Amortissement des immobilisations corporelles à la suite de modifications apportées à la répartition du prix d'achat, essentiellement dans les catégories d'immobilisations corporelles, et de leurs durées d'utilité estimatives. La Société présentera sous sa forme définitive la répartition du prix d'achat au cours du quatrième trimestre de 2022. L'ajustement final de la répartition du prix d'achat pourrait aussi avoir une incidence sur la dotation aux amortissements et sur la charge d'impôts comptabilisées depuis la comptabilisation initiale de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.

Le tableau suivant présente la répartition préliminaire du prix d'achat fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

	Au 31 mai 2022	Au 30 novembre 2021
	Répartition préliminaire	Répartition préliminaire, selon la présentation antérieure
	$	$
Prix d'achat		
Prix d'achat de base	**1 418 288**	1 418 288
Ajustement à la clôture	**9 370**	9 370
Contrepartie versée à la clôture	**1 427 658**	1 427 658
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	**3 152**	3 152
	1 430 810	1 430 810
Actifs nets acquis		
Actifs courants	**18 827**	18 835
Autres actifs non courants	**9 600**	9 600
Immobilisations corporelles	**487 054**	487 632
Immobilisations incorporelles	**497 977**	497 977
Goodwill	**432 890**	432 870
Passifs courants	**(14 220)**	(14 415)
Passifs non courants	**(1 318)**	(1 689)
	1 430 810	1 430 810

Le montant du goodwill, qui devrait être déductible aux fins de l'impôt, est surtout attribuable à la croissance prévue dans les services résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Étant donné que la transaction a été conclue par l'achat d'actifs, le goodwill est également attribuable à la réalisation des avantages d'impôts prévus.

Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 22,2 millions $ (17,6 millions $ US), dont une tranche de 18,2 millions $ (14,4 millions $ US) a été comptabilisée au cours de l'exercice considéré (4,0 millions $, ou 3,2 millions $ US, en 2021) au poste Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition de l'état consolidé du résultat net de la Société.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, la Société a comptabilisé des produits de 72,7 millions $ et de 221,0 millions $, respectivement, et une perte de 8,1 millions $ et un bénéfice de 19,9 millions $, respectivement, relativement aux activités générées par l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, compte non tenu des frais d'acquisition et d'intégration, des charges financières et des impôts sur le résultat. La perte subie pour le trimestre clos le 31 mai 2022 est principalement attribuable à l'ajustement rétroactif de 11 millions $ comptabilisé au titre de la dotation à l'amortissement au cours du trimestre, comme il est expliqué précédemment. Les résultats d'exploitation des systèmes de câblodistribution en Ohio sont présentés dans le secteur opérationnel Services à large bande américains.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, la filiale de la Société, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions $, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2022, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat et, par conséquent, des ajustements ont été apportés aux immobilisations corporelles, aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux provisions. L'incidence de ces ajustements finaux sur les états consolidés du résultat net n'a pas été significative.

Le tableau suivant présente la répartition finale du prix d'achat fondée sur la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

	Au 30 novembre 2021 Répartition finale **$**	Au 31 août 2021 Répartition préliminaire $
Prix d'achat		
Contrepartie versée à la clôture	**403 000**	403 000
Ajustements du fonds de roulement	**(7 710)**	(7 710)
	395 290	395 290
Actifs nets acquis		
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	**204**	204
Actifs courants	**6 694**	6 694
Immobilisations corporelles	**226 311**	235 001
Immobilisations incorporelles	**50 600**	41 350
Goodwill	**141 282**	139 842
Provisions et autres passifs courants	**(29 801)**	(27 801)
	395 290	395 290

Le montant du goodwill, qui devrait être essentiellement déductible aux fins de l'impôt, est surtout attribuable à la croissance prévue dans les services résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Étant donné que la transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs, le goodwill est également attribuable à la réalisation des avantages d'impôts prévus.

6. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**111 114**	101 295	**323 915**	292 217
Coûts de prestations de service	**197 126**	172 729	**594 182**	512 041
Coûts liés aux clients	**31 263**	19 292	**89 081**	59 717
Autres achats externes	**35 427**	28 141	**105 317**	81 151
	374 930	321 457	**1 112 495**	945 126

7. AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Amortissement des immobilisations corporelles[(1)]	**153 112**	118 489	**425 696**	345 097
Amortissement des immobilisations incorporelles	**13 297**	9 667	**42 375**	34 163
	166 409	128 156	**468 071**	379 260

(1) Comprend l'amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,3 million $ et de 4,1 millions $ pour le trimestre et la période de neuf mois de l'exercice 2022 (1,5 million $ et 4,4 millions $ au cours de l'exercice 2021), respectivement.

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	**44 942**	30 282	**132 599**	95 688
Intérêts sur les obligations locatives	**244**	326	**878**	988
Perte nette de change	**150**	1 669	**99**	992
Amortissement des coûts de transaction différés liés aux facilités de crédit rotatif	**140**	183	**498**	579
Autres	**(142)**	1 046	**1 194**	2 308
	45 334	33 506	**135 268**	100 555

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Exigibles	**16 734**	6 504	**42 083**	44 739
Différés	**11 468**	24 822	**36 290**	57 521
	28 202	31 326	**78 373**	102 260

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**133 608**	134 112	**420 300**	430 501
Taux d'imposition combiné canadien	**26,5 %**	26,5 %	**26,5 %**	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**35 406**	35 540	**111 380**	114 083
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	**207**	600	**163**	2 366
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**114**	351	**203**	680
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(7 579)**	(4 765)	**(21 348)**	(14 800)
Autres[(1)]	**54**	(400)	**(12 025)**	(69)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**28 202**	31 326	**78 373**	102 260
Taux d'impôt effectif	**21,1 %**	23,4 %	**18,6 %**	23,8 %

(1) Se rapporte principalement à la réduction du taux d'imposition étatique combiné appliqué aux différences fiscales temporaires aux États-Unis à la suite de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio au premier trimestre de l'exercice 2022.

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**100 250**	95 702	**318 362**	305 317
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**46 118 202**	47 281 140	**46 361 463**	47 567 025
Incidence des options sur actions dilutives[(1)]	**196 872**	272 621	**201 025**	233 967
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**76 855**	69 981	**74 331**	72 756
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**96 263**	98 121	**95 194**	101 270
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**46 488 192**	47 721 863	**46 732 013**	47 975 018

(1) Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022, 180 645 options sur actions (2 700 et 185 335 en 2021) ont été exclues respectivement du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

À la suite des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz tenues par Innovation, Sciences et Développement économique (« ISDE ») Canada, qui se sont terminées le 23 juillet 2021, Cogeco Connexion a acquis 38 licences de spectre, pour un prix d'achat total de 295 millions $. Conformément aux modalités des enchères relatives au spectre, le premier dépôt de la Société d'un montant de 59 millions $, qui représente 20 % du prix d'achat total, a été versé à ISDE Canada le 13 août 2021. Le 16 décembre 2021, la Société a effectué le versement final de 236 millions $. La lettre de crédit non garantie de 150 millions $ qui a été soumise dans le cadre de cette transaction a été annulée le 20 décembre 2021 à la suite du versement final.

Le dépôt de 59 millions $ lié aux licences de spectre était précédemment classé dans le poste Autres actifs au 31 août 2021, car Cogeco Connexion n'avait pas le droit d'utiliser ces licences à des fins commerciales. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022, à la suite du versement final et de l'obtention du droit d'utiliser les licences de spectre à des fins commerciales en décembre, la Société a reclassé le dépôt de 59 millions $ du poste Autres actifs au poste Immobilisations incorporelles. Par conséquent, au 31 mai 2022, le montant total des licences de spectre acquises dans le cadre des enchères relatives à la bande de 3 500 MHz, qui s'établit à 295 millions $, est présenté dans les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée dans l'état consolidé de la situation financière. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais elles sont soumises à un test de dépréciation chaque année et lorsqu'il y a une indication qu'elles pourraient s'être dépréciées.

12. DETTE À LONG TERME

	31 mai 2022	31 août 2021
	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**4 505 269**	3 234 816
Obligations locatives	**40 602**	37 400
	4 545 871	3 272 216
Moins : tranche courante	**337 143**	225 344
	4 208 728	3 046 872

BILLETS, DÉBENTURES ET FACILITÉS DE CRÉDIT

	Échéance	Taux d'intérêt		31 mai 2022	31 août 2021
		%		$	$
Société					
Facilité de crédit à terme rotatif[a]					
Emprunt renouvelable	Janvier 2027	—		—	52 972
Emprunt renouvelable – 88 millions $ US (160 millions $ US au 31 août 2021)	Janvier 2027	2,26	(1)(2)	111 302	201 872
Billets garantis de premier rang					
Série A – 25 millions $ US	Septembre 2024	4,14		31 581	31 491
Série B – 150 millions $ US	Septembre 2026	4,29		189 348	188 823
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	Juin 2025	4,30		271 460	270 686
Billets garantis de premier rang[b]	Septembre 2031	2,99		497 032	—
Débentures garanties de premier rang, série 3[c]	—	—		—	199 895
Débentures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18		299 640	299 371
Filiales américaines					
Facilités de crédit de premier rang[d]					
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang					
Tranche 1 – 1 597 millions $ US (1 609,8 millions $ US au 31 août 2021)	Janvier 2025	3,06	(1)(3)	1 987 631	1 989 706
Tranche 2 – 897,8 millions $ US[e]	Septembre 2028	3,56	(1)(4)	1 117 275	—
Facilité de crédit rotatif garantie de premier rang	Juillet 2024	—		—	—
				4 505 269	3 234 816
Moins : tranche courante				332 525	221 344
				4 172 744	3 013 472

(1) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.

(2) Un montant de 88 millions $ US prélevé sur la facilité de crédit à terme rotatif de la Société a été couvert jusqu'au 30 juin 2022, au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 112,8 millions $ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 2,59 %.

(3) En date du 31 mai 2022, une filiale américaine avait conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 770 millions $ US au titre de la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 janvier 2023 et le 30 novembre 2024. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la tranche 1 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,58 %.

(4) En date du 31 mai 2022, une filiale américaine avait conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant de 800 millions $ US au titre de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains, ou le taux LIBOR plancher de 50 points de base s'il est plus élevé, à des taux fixes allant de 1,2237 % à 1,4631 %, plus l'écart de crédit applicable, pour des échéances variant entre le 31 octobre 2025 et le 31 juillet 2027. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la tranche 2 de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,79 %.

En janvier 2022, Cogeco Connexion a signé une lettre de crédit non garantie qui a été soumise à Infrastructure Ontario à titre de dépôt préalable aux enchères, avec sa demande de participation aux enchères liées au programme d'expansion du réseau Internet haute vitesse en Ontario, qui vise à fournir l'accès à Internet haute vitesse dans les communautés situées dans des régions non desservies et mal desservies. En mai 2022, la lettre de crédit a été annulée et remplacée par des cautionnements de bonne exécution et de paiement. Conformément aux règles de confidentialité établies par Infrastructure Ontario concernant les communications au cours du processus d'enchères, la Société n'est pas autorisée à divulguer le montant de la lettre de crédit et des cautionnements de bonne exécution et de paiement.

a) Le 17 décembre 2021, Cogeco Communications a modifié sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $ et en a prorogé l'échéance, soit jusqu'au 24 janvier 2027. Dans le cadre de ces modifications, Cogeco Communications a transformé sa facilité de crédit rotatif en une structure de prêt lié au développement durable, soulignant ainsi son solide leadership et son engagement profond en matière de durabilité et d'objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). La facilité de prêt lié au développement durable intègre des conditions tarifaires incitatives liées aux facteurs ESG qui réduisent ou augmentent le coût du financement en fonction de la performance annuelle par rapport à certaines cibles précises de Cogeco liées à la réduction annuelle de ses émissions de GES et à ses initiatives d'inclusion numérique par le déploiement de réseaux Internet haute vitesse dans des régions mal desservies ou non desservies du Canada sur une période de trois ans.

b) Le 20 septembre 2021, Cogeco Communications a procédé, dans le cadre d'un placement privé, à l'émission de billets garantis de premier rang d'un montant de 500 millions $ portant intérêt à 2,991 % et arrivant à échéance le 22 septembre 2031. Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables semestriellement. Ces billets sont rachetables au gré de Cogeco Communications en tout temps, en totalité ou en partie, contre la totalité du capital plus une prime compensatoire. Ces billets sont garantis indirectement par une charge de premier rang, fixe et flottante, et une sûreté sur la quasi-totalité des biens personnels et réels, actuels et futurs et entreprises de quelque nature que ce soit de la Société et de la plupart de ses filiales canadiennes. Les dispositions relatives à ces billets prévoient des limites quant aux opérations et aux activités de la Société et de ses filiales, à l'exception des filiales non restreintes.

c) La Société a remboursé les débentures garanties de premier rang, série 3, à leur date d'échéance, le 14 février 2022.

d) Les facilités de crédit de premier rang sont sans recours contre la Société et la plupart de ses filiales canadiennes.

e) Le 1er septembre 2021, dans le cadre du financement de l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio, une filiale américaine de Cogeco Communications a procédé à l'émission d'une nouvelle tranche de 900 millions $ US de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, arrivant à échéance le 1er septembre 2028. Le taux d'intérêt est fondé sur le LIBOR, le taux plancher étant de 50 points de base, plus l'écart de crédit applicable. La tranche 2 de l'emprunt à terme B garanti de premier rang est assujettie à un amortissement trimestriel de 0,25 % à compter du 31 mai 2022 jusqu'à sa date d'échéance. En sus de l'amortissement trimestriel, l'emprunt doit être remboursé par anticipation selon un pourcentage de remboursement anticipé des flux de trésorerie excédentaires générés au cours de l'exercice antérieur, tel qu'il est défini ci-dessous, le cas échéant.

   i) 50 % si le ratio de l'endettement net garanti de premier rang / BAIIA ajusté (« ratio de levier financier ») de la filiale américaine est supérieur ou égal à 5,1;
   ii) 25 % si le ratio de levier financier de la filiale américaine est supérieur ou égal à 4,6, mais inférieur à 5,1; et
   iii) 0 % si le ratio de levier financier de la filiale américaine est inférieur à 4,6.

13. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 $ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	31 mai 2022	31 août 2021
	$	$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	**98 346**	98 346
30 466 827 actions subalternes à droit de vote (31 154 698 au 31 août 2021)	**858 876**	875 436
	957 222	973 782
78 630 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (73 987 au 31 août 2021)	**(7 134)**	(6 403)
96 932 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (103 587 au 31 août 2021)	**(8 861)**	(9 128)
	941 227	958 251

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2021	31 154 698	875 436
Actions émises contre trésorerie en vertu du régime d'options sur actions	70 354	4 058
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	—	694
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation[(1)]	(758 225)	(21 312)
Solde au 31 mai 2022	**30 466 827**	**858 876**

(1) Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice 2022, aux termes de son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »), la Société a racheté et annulé, respectivement, 294 800 et 758 225 actions subalternes à droit de vote (414 000 et 742 600 en 2021) d'une valeur moyenne attribuée de 8,3 millions $ et de 21,3 millions $ (11,6 millions $ et 20,8 millions $ en 2021), pour une contrepartie de 30,6 millions $ et de 79,3 millions $ (49,0 millions $ et 85,5 millions $ en 2021). L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé 22,3 millions $ et 58,0 millions $ (37,4 millions $ et 64,7 millions $ en 2021) et a été imputé aux bénéfices non distribués.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 2 mai 2022, la Société a annoncé que la TSX a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2022 et le 3 mai 2023, ce qui représente environ 4,9 % des actions subalternes à droit de vote en circulation de la Société et 7,6 % du flottant des actions subalternes émises et en circulation de la Société au 22 avril 2022. En vertu de son OPRCNA précédente, qui a débuté le 4 mai 2021 et s'est terminée le 3 mai 2022, la Société pouvait racheter aux fins d'annulation un nombre maximal de 2 068 000 actions subalternes à droit de vote.

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (« PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions subalternes à droit de vote en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

Actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2021	73 987	6 403
Actions subalternes à droit de vote acquises	23 053	2 324
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(18 410)	(1 593)
Solde au 31 mai 2022	**78 630**	**7 134**

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2022, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2021	103 587	9 128
Actions subalternes à droit de vote acquises	25 208	2 541
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(31 863)	(2 808)
Solde au 31 mai 2022	**96 932**	**8 861**

C) DIVIDENDES

Au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2022, des dividendes déterminés trimestriels de 0,705 $ l'action, pour un total de 2,12 $ l'action ou 97,8 millions $, ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,64 $ l'action, pour un total de 1,92 $ l'action ou 91,2 millions $, au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2021.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	**11 063**	10 042	**33 187**	30 127
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	**21 314**	20 111	**64 566**	61 051
	32 377	30 153	**97 753**	91 178

Au cours de sa réunion du 13 juillet 2022, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,705 $ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 10 août 2022 aux actionnaires inscrits en date du 27 juillet 2022.

D) RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2021 de la Société.

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2022 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2021	**835 074**	**81,73**
Attribuées	**159 875**	**101,18**
Exercées[1]	**(70 354)**	**57,67**
Annulées	**(17 010)**	**98,13**
En circulation au 31 mai 2022	**907 585**	**86,71**
Pouvant être exercées au 31 mai 2022	**450 875**	**75,81**

(1) Pour les options exercées pendant la période de neuf mois, le prix moyen pondéré de l'action était de 106,07 $.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 mai 2022 était de 17,52 $ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	**2,80**
Volatilité attendue	**24,36**
Taux d'intérêt sans risque	**1,60**
Durée prévue (en années)	**6,0**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2022 :

En circulation au 31 août 2021	**68 835**
Attribuées[1]	**28 000**
Distribuées	**(18 410)**
Annulées	**(1 450)**
En circulation au 31 mai 2022	**76 975**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées au cours de la période de neuf mois était de 100,88 $.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2022 :

En circulation au 31 août 2021	**96 183**
Attribuées[1]	**33 725**
Unités supplémentaires attribuées, liées au rendement	**443**
Distribuées	**(31 863)**
Annulées	**(3 320)**
Équivalents de dividendes	**2 012**
En circulation au 31 mai 2022	**97 180**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées au cours de la période de neuf mois était de 101,04 $.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 31 mai 2022 :

En circulation au 31 août 2021	**59 280**
Émises[1]	**10 862**
Équivalents de dividendes	**1 409**
En circulation au 31 mai 2022	**71 551**

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions différées émises au cours de la période de neuf mois était de 99,38 $.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**266**	237	**717**	620
Unités d'actions incitatives	**667**	492	**1 786**	1 497
Unités d'actions liées au rendement	**541**	466	**1 366**	1 046
Unités d'actions différées	**165**	414	**110**	1 270
	1 639	1 609	**3 979**	4 433

14. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2020	(52 184)	45 067	(7 117)
Autres éléments du résultat global	19 050	(76 605)	(57 555)
Solde au 31 mai 2021	(33 134)	(31 538)	(64 672)
Solde au 31 août 2021	**(30 870)**	**12 876**	**(17 994)**
Autres éléments du résultat global	**77 244**	**2 681**	**79 925**
Solde au 31 mai 2022	**46 374**	**15 557**	**61 931**

15. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES AUTRES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Créances clients et autres débiteurs	**10 596**	26 373	**(13 963)**	6 069
Charges payées d'avance et autres	**2 153**	3 997	**26**	(6 009)
Autres actifs	**(721)**	(138)	**(5 915)**	(1 298)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**40 717**	(5 180)	**61 992**	1 880
Provisions	**2 574**	(11 218)	**5 632**	(10 416)
Passifs sur contrat et autres passifs	**(1 135)**	1 702	**(2 958)**	(5)
	54 184	15 536	**44 814**	(9 779)

B) ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les paiements en trésorerie pour les acquisitions d'immobilisations corporelles présentés dans la section portant sur les investissements des tableaux consolidés des flux de trésorerie et les dépenses d'investissement nettes présentées à la note 4. Les dépenses d'investissement nettes sont présentées déduction faite des subventions gouvernementales, ce qui comprend les subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	**197 345**	126 570	**501 066**	358 006
Subventions reçues d'avance comptabilisées comme une réduction du coût des immobilisations corporelles au cours de la période	**(15 164)**	—	**(35 662)**	—
Dépenses d'investissement nettes	**182 181**	126 570	**465 404**	358 006

C) VARIATIONS DES PASSIFS ISSUS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Période de neuf mois close le 31 mai 2022	Endettement bancaire	Dette à long terme: Billets, débentures et facilités de crédit	Dette à long terme: Obligations locatives	Dette à long terme: Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	Total
	$	$	$	$	$
Solde au 31 août 2021	**4 460**	**3 234 816**	**37 400**	**—**	**3 276 676**
Augmentation de l'endettement bancaire	**9 335**	**—**	**—**	**—**	**9 335**
Diminution nette des facilités de crédit rotatif	**—**	**(144 053)**	**—**	**—**	**(144 053)**
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des escomptes et des coûts de transaction	**—**	**1 611 303**	**—**	**—**	**1 611 303**
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit	**—**	**(219 055)**	**—**	**—**	**(219 055)**
Remboursement des obligations locatives	**—**	**—**	**(3 340)**	**—**	**(3 340)**
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**—**	**—**	**—**	**(3 162)**	**(3 162)**
Total des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement, excluant les capitaux propres	**9 335**	**1 248 195**	**(3 340)**	**(3 162)**	**1 251 028**
Intérêts payés sur les obligations locatives	**—**	**—**	**(911)**	**—**	**(911)**
Total des variations des flux de trésorerie	**9 335**	**1 248 195**	**(4 251)**	**(3 162)**	**1 250 117**
Incidence des variations des taux de change	**—**	**10 349**	**62**	**10**	**10 421**
Amortissement des escomptes, des coûts de transaction et autres	**—**	**11 909**	**—**	**—**	**11 909**
Augmentation nette des obligations locatives	**—**	**—**	**6 138**	**—**	**6 138**
Reprises dans le cadre de regroupements d'entreprises	**—**	**—**	**1 253**	**—**	**1 253**
Augmentation du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	**—**	**—**	**—**	**3 152**	**3 152**
Total des variations sans effet sur la trésorerie	**—**	**22 258**	**7 453**	**3 162**	**32 873**
Solde au 31 mai 2022	**13 795**	**4 505 269**	**40 602**	**—**	**4 559 666**

D) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 mai 2022	31 août 2021
	$	$
Trésorerie	**166 559**	365 520
Trésorerie avec restrictions d'utilisation[(1)]	**147 872**	183 534
Équivalents de trésorerie	**63 279**	—
	377 710	549 054

(1) Liée aux subventions gouvernementales reçues d'avance relativement aux projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société réduit le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est élevée. Au 31 mai 2022, la direction est d'avis que ce risque de crédit est minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent des placements à court terme très liquides, comme des dépôts à terme bancaires. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour atténuer le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de liquidité

Au 31 mai 2022, la Société avait utilisé une somme de 122,4 millions $ en vertu de sa facilité de crédit à terme rotatif de 750 millions $, pour une disponibilité restante de 627,6 millions $. De plus, les filiales américaines bénéficient d'une facilité de crédit rotatif garantie de premier rang d'un montant de 189,7 millions $ (150 millions $ US), dont une tranche de 3,4 millions $ (2,7 millions $ US) avait été utilisée au 31 mai 2022, pour une disponibilité restante de 186,3 millions $ (147,3 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 31 mai 2022, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité de crédit à terme rotatif et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, les filiales américaines ont conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 31 mai 2022.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2023 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 1
Flux de trésorerie	800 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains assorti d'un taux plancher de 50 points de base	1,224 % à 1,463 %	Octobre 2025 à juillet 2027	Emprunt à terme B garanti de premier rang – tranche 2

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt, qui n'est applicable qu'à la tranche non couverte de ces facilités, représenterait une hausse d'approximativement 12,8 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2022.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 13,6 millions $ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 31 mai 2022.

De plus, l'investissement net de la Société dans ses filiales américaines donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales américaines est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de ses filiales américaines, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 31 mai 2022 était de 1,2648 $ pour un dollar américain (1,2617 $ au 31 août 2021). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollar canadien ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 108,7 millions $.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	31 mai 2022		31 août 2021	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
	$	**$**	$	$
Billets, débentures et facilités de crédit	**4 505 269**	**4 356 504**	3 234 816	3 347 701

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour assurer le développement des entreprises au moyen d'acquisitions, d'occasions de croissance interne et d'innovations. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, du cadre réglementaire, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 31 mai 2022 et au 31 août 2021, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	31 mai 2022	31 août 2021
Endettement net[(1)] / BAIIA ajusté[(2)]	**3,3**	2,4
BAIIA ajusté[(2)] / charges financières[(2)]	**8,4**	9,7

(1) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie avec restrictions d'utilisation (se reporter à la note 15 D)).

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de 12 mois close le 31 mai 2022, qui comprend 9 mois d'activités des services à large bande en Ohio, et pour l'exercice clos le 31 août 2021, qui comprend 8,5 mois d'activités de DERYtelecom.

17. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 34,0 % des actions de participation de la Société au 31 mai 2022, représentant 83,7 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction et d'administration en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 mai 2022 se sont chiffrés à 5,6 millions $ et à 16,7 millions $, respectivement, comparativement à 5,9 millions $ et à 17,6 millions $ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2021.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des périodes de neuf mois closes les 31 mai 2022 et 2021, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées aux administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021
Options sur actions	**78 700**	69 200
Unités d'actions liées au rendement	**11 775**	10 375
Unités d'actions différées	**—**	792

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les 31 mai		Périodes de neuf mois closes les 31 mai	
	2022	2021	**2022**	2021
	$	$	**$**	$
Options sur actions	**280**	274	**889**	885
Unités d'actions incitatives	**—**	—	**—**	6
Unités d'actions liées au rendement	**265**	233	**905**	358
Unités d'actions différées	**(22)**	61	**(101)**	249
	523	568	**1 693**	1 498

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE

	31 mai 2022	28 février 2022	30 novembre 2021[1]	31 août 2021	31 mai 2021
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	**3 197 184**	3 219 221	3 233 564	2 972 073	2 976 391
Clients du service Internet	**1 640 614**	1 640 651	1 635 082	1 436 201	1 427 752
Clients du service de vidéo	**993 584**	1 006 650	1 019 510	982 708	989 698
Clients du service de téléphonie	**562 986**	571 920	578 972	553 164	558 941
CANADA					
Foyers câblés	**2 002 859**	1 991 129	1 984 397	1 976 617	1 975 004
Unités de service primaire	**1 982 223**	1 991 371	1 997 006	2 002 083	2 002 736
Clients du service Internet	**922 695**	921 043	918 304	915 684	909 901
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**46,1 %**	46,3 %	46,3 %	46,3 %	46,1 %
Clients du service de vidéo	**661 272**	667 629	672 781	677 194	680 456
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**33,0 %**	33,5 %	33,9 %	34,3 %	34,5 %
Clients du service de téléphonie	**398 256**	402 699	405 921	409 205	412 379
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**19,9 %**	20,2 %	20,5 %	20,7 %	20,9 %
ÉTATS-UNIS					
Foyers câblés	**1 657 201**	1 632 689	1 630 411	936 519	935 520
Unités de service primaire[2]	**1 214 961**	1 227 850	1 236 558	969 990	973 655
Clients du service Internet	**717 919**	719 608	716 778	520 517	517 851
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**43,3 %**	44,1 %	44,0 %	55,6 %	55,4 %
Clients du service de vidéo	**332 312**	339 021	346 729	305 514	309 242
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**20,1 %**	20,8 %	21,3 %	32,6 %	33,1 %
Clients du service de téléphonie	**164 730**	169 221	173 051	143 959	146 562
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**9,9 %**	10,4 %	10,6 %	15,4 %	15,7 %

(1) Le 1er septembre 2021, 284 540 unités de service primaire (196 338 clients du service Internet, 54 598 clients du service de vidéo et 33 604 clients du service de téléphonie) ont été ajoutées relativement à l'acquisition des systèmes de câblodistribution en Ohio.

(2) Le pourcentage des foyers câblés reflète une pénétration moindre au sein des systèmes de câblodistribution acquis en Ohio, qui ont été acquis au cours du premier trimestre de l'exercice 2022.